



Assemblée générale

AG/11295

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Assemblée générale

Soixante-septième session

12^e, 13^e & 14^e séances plénières

matin - après-midi & soir

ASSEMBLÉE: LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN, LE NUCLÉAIRE IRANIEN, LA CRISE SYRIENNE ET LA CONSOLIDATION DES NOUVELLES DÉMOCRATIES AU CENTRE DU DÉBAT GÉNÉRAL

Au troisième jour du débat général de l'Assemblée générale, une trentaine de chefs d'État et de gouvernement ont reconnu que la scène internationale était le théâtre de défis multiples, dont le conflit israélo-palestinien, le dossier nucléaire iranien, la crise syrienne et, sur une note plus optimiste, la consolidation des démocraties naissantes en Tunisie, en Libye, au Soudan du Sud ou au Myanmar.

Le Président de l'Autorité palestinienne et le Premier Ministre israélien se sont succédé ce matin à la tribune. Si le premier, qui a reçu une ovation debout, a mis l'accent sur la nécessité de sauver la paix et de créer l'État palestinien, le second a consacré une grande partie de son intervention aux dangers du programme nucléaire iranien.

Il reste une chance, « peut-être la dernière », de sauvegarder la solution à deux États et de sauver la paix, a averti M. Mahmoud Abbas, en précisant qu'il faut commencer par condamner, punir et boycotter les colonies de peuplement puis réaffirmer les termes de référence « bien connus » de la solution au conflit. Après l'échec de la tentative d'obtenir une pleine reconnaissance de l'État palestinien lors de la dernière Assemblée générale de l'ONU, il a affirmé, sous les applaudissements des États Membres, qu'il ne cherchait nullement à ôter à Israël sa légitimité, « mais plutôt à affirmer que l'État de Palestine doit être édifié ».

Ce n'est pas avec de nobles discours et des déclarations unilatérales sur la création d'un État que l'on arrivera à la paix, a rétorqué le Premier Ministre israélien, M. Benjamin Netanyahu. « Nous devons revenir à la table des négociations sur un État palestinien démilitarisé qui saura assurer la sécurité de l'État juif ».

Armé d'un dessin sur les secrets de fabrication d'une bombe atomique, le Premier Ministre d'Israël a comparé le programme nucléaire iranien à « Al-Qaida doté de l'arme nucléaire ». Il a insisté sur la nécessité de tracer une ligne rouge contre la volonté de l'Iran d'enrichir de l'uranium, alertant que ce dernier a déjà achevé la première des trois étapes de son armement nucléaire.

La crise syrienne a, une nouvelle fois, été commentée aujourd'hui. Conterné par ce désastre, le Président de la Bosnie-Herzégovine, M. Bakir Izetbegović, a établi un parallèle avec le massacre de Srebrenica. Le meilleur moyen d'en honorer les victimes serait de ne pas répéter les erreurs du passé. À moins d'agir maintenant et de manière décisive « cette tragédie hantera notre histoire pour toujours », a prévenu le Président bosnien.

Le temps est venu de concrétiser le concept de responsabilité de protéger, a estimé le Premier Ministre de la Slovaquie, M. Jan Štefánik. Il a proposé la mise en place d'un forum intergouvernemental

composé de pays partageant la même opinion pour définir clairement le mandat d'un mécanisme juridique approprié qui offrirait de nouveaux outils à la mise en œuvre du concept.

Le prix que payent aujourd'hui les Syriens est bien connu du peuple tunisien, a souligné M. Moncef Marzouki, Président de la Tunisie. Il a proposé la création d'un mécanisme pour la prévention de la dictature consistant en une cour constitutionnelle internationale qui pourrait dénoncer les constitutions iniques et les élections illégales ou frauduleuses, mettant ainsi chaque régime face à sa responsabilité démocratique.

Autre nouvel ennemi des dictatures, la Libye, par la voix de son Président, M. Mohamed Yousef El-Magariaf, a rendu hommage à l'Ambassadeur américain Chris Stevens, « une voix de raison et de conscience ». « Nous allons vaincre les complots des terroristes arriérés qui ne représentent ni la Libye ni l'Islam », a-t-il promis en réclamant, comme d'autres avant lui, un document juridique contre la diffamation des symboles religieux et les attaques contre les lieux saints.

Le débat général a aussi été l'occasion pour le Vice-Président du Soudan du Sud, M. Riek Machar Teny-Dhurgon, de confirmer l'accord signé aujourd'hui par les Présidents soudanais et sud-soudanais « qui devrait permettre aux deux pays de poursuivre leur développement national dans un climat de paix durable » et, a-t-il espéré, ouvrir la voie au règlement des questions relatives à la sécurité, aux frontières et à l'utilisation des installations pétrolières.

En Asie, le Myanmar progresse sur la voie de la démocratie, a assuré son Président, M. Thein Sein. Il a félicité la principale figure de l'opposition, Daw Aung San Suu Kyi, qui est maintenant membre du Parlement où elle préside le Comité sur l'état de droit et la stabilité.

L'Assemblée générale poursuivra son débat général demain, vendredi 28 septembre, à partir de 9 heures.

Suite du débat général

M. BAKIR IZETBEGOVIĆ, Président du Collège Présidentiel de Bosnie-Herzégovine, a constaté que la scène internationale était le théâtre de nombreuses crises et de défis multiples, à commencer par le « désastre » qui se déroule en Syrie. Il a rappelé le massacre de Srebrenica et les paroles prononcées cet été par le Secrétaire général lors de sa visite dans cette ville au cours de laquelle ce dernier a dit qu'il ne souhaitait pas que son successeur, lors d'une visite en Syrie dans 20 ans, se voit également obligé de formuler des excuses pour tout ce qui aurait pu être fait pour protéger les civils syriens.

Selon M. Izetbegović, le meilleur moyen d'honorer les victimes de Srebrenica aurait été de tirer les leçons de cet échec et de ne pas répéter les erreurs du passé. L'ONU, et surtout le Conseil de sécurité, ont malheureusement échoué, et la communauté internationale a choisi une fois de plus de répéter le cycle de tâtonnements politiques qui a échoué en Bosnie-Herzégovine, a-t-il déploré. À moins d'agir maintenant et de manière décisive pour aider le peuple syrien et mettre un terme aux effusions de sang, a-t-il averti, cette tragédie hantera notre histoire pour toujours, tout comme Srebrenica.

M. Izetbegović a également dit être gravement préoccupé par l'impasse dans laquelle se trouve la résolution du conflit israélo-palestinien. Il faut de toute urgence donner un nouvel élan car il n'y a pas d'autre alternative qu'une solution négociée, a souligné le Président qui a par ailleurs engagé Israël à faire preuve de bonne foi. Il a également exhorté l'ONU à fermement réclamer le respect de ses résolutions.

Le dirigeant de la Bosnie a ensuite évoqué la flambée de violence provoquée par la diffusion de la vidéo islamophobe. Il faut mettre un terme à la violence, mais également trouver le moyen de prévenir les propos haineux et l'intolérance. Oui, le droit à la liberté d'expression existe, mais le droit à la dignité aussi, a tranché M. Izetbegović qui a par ailleurs engagé les dirigeants à franchement débattre des limites de la liberté d'expression lorsqu'elle est exploitée pour inciter à la haine et porter délibérément atteinte à la dignité d'autrui. Il a estimé que les liens entre le monde occidental et le

monde musulman et leurs systèmes de valeurs respectifs figuraient parmi les plus importantes questions de notre époque.

M. Izetbegović a affirmé que la communauté internationale pouvait apprendre des enseignements tirés par son pays en matière de gestion de la diversité. La Bosnie-Herzégovine est un pont unique entre l'Est et l'Ouest, une culture multiethnique unique qui a été tissée au cours d'un millénaire de tolérance et de respect. Voilà pourquoi sa préservation et son succès sont essentiels pour l'ensemble de la planète, a-t-il souligné.

M. Izetbegović a reconnu que son pays était actuellement en proie à une lutte entre coexistence et division. Si la coexistence et la coopération ne parviennent pas à prévaloir en Bosnie, elles ne prévaudront nulle part ailleurs, a-t-il averti. Ce sera un échec qui conduira à un écart croissant le long de la ligne de fracture la plus délicate au monde.

M. TSAKHIA ELBEGDORJ, Président de la Mongolie, a déclaré que son pays avait initié le partenariat de l'Asie pour la démocratie et qu'il présidait la Communauté des démocraties, un mouvement mondial en faveur de la liberté. Attachée à la transparence et à l'état de droit, la Mongolie « ne peut pas tolérer la corruption publique », a-t-il souligné. Elle devient en outre une démocratie plus directe et participative.

Avec une croissance économique de près de 17% l'année dernière, la Mongolie a deux objectifs: partager les occasions créées par ce succès avec tous les Mongols et prouver qu'elle est « prête à faire des affaires » en tant que membre à part entière de la communauté internationale. La Mongolie, a poursuivi M. Elbegdorj, a besoin d'améliorer ses infrastructures, ses secteurs de la santé et de l'éducation. Il s'est félicité de ce que le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ait reconnu les efforts entrepris par son pays. Les droits de l'homme étant une priorité pour la Mongolie, un moratoire sur la peine de mort a été déclaré. « La peine de mort est inefficace et barbare », a insisté le Président.

Il s'est dit fermement opposé au stockage de déchets nucléaires sur son sol. M. Elbegdorj a salué la déclaration signée par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité le 17 septembre dernier qui réaffirme le statut de la Mongolie en tant que zone exempte d'armes nucléaires. La Mongolie considère que tout programme d'énergie nucléaire en cours doit être soumis à la supervision permanente de l'ONU et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

« Ma mère de 92 ans me rappelle tous les jours de servir le monde avec respect, en particulier les femmes, les enfants et les personnes âgées », a confié le Président. C'est sur les femmes que reposent la famille et la nation. « S'il y avait plus de femmes au pouvoir, il y aurait davantage d'harmonie et d'engagement, et moins de souffrance et de conflit. » Le nombre de femmes au Parlement mongol a triplé lors des dernières élections, s'est-il réjoui.

M. MONCEF MARZOUKI, Président de la Tunisie, s'est inquiété de voir certains groupes propager le désordre dans les médias. Il faut prendre ce signal très sérieusement, a-t-il estimé, en appelant les Nations Unies à éviter une confrontation entre les civilisations. Les Tunisiens ont payé un prix très élevé pour arriver là où ils sont maintenant, a-t-il souligné.

Le peuple tunisien, qui connaît le prix que payent aujourd'hui les Syriens, propose de considérer la dictature comme une maladie qui menace la paix, la prospérité et la liberté des peuples. L'Europe n'a connu la paix et la stabilité qu'après la chute des dictatures nazies, fascistes et communistes, a rappelé M. Marzouki. Nous avons acquis une expérience politique et les Nations Unies ont à leur disposition un arsenal juridique qui permet d'instaurer la paix, a-t-il tranché.

Le Président a demandé que la dictature soit érigée en fléau social et politique, proposant aussi d'élaborer un programme ambitieux pour l'éliminer. Si la création de la Cour pénale internationale (CPI) a constitué un pas en avant dans ce domaine, il faudrait aussi un mécanisme pour la prévention de la dictature, a-t-il suggéré. Il a expliqué que les dictatures utilisent souvent les processus électoraux pour saper la démocratie. C'est ce que nous avons connu en Tunisie, le dictateur ayant imposé le *statu quo* à chaque élection. Pendant toute cette période, la communauté internationale ne pouvait que

constater la paralysie du processus démocratique et il était impossible de recourir à un tribunal international pour y remédier, a souligné le Président tunisien.

C'est pourquoi il a proposé la création d'une cour constitutionnelle internationale, qui serait saisie pour dénoncer certaines constitutions ainsi que les élections illégales ou frauduleuses. Cette juridiction pourrait décréter l'illégalité des élections qui ne seraient pas conformes à la Charte des Nations Unies, mettant ainsi chaque régime face à sa responsabilité démocratique. Ce mécanisme pourrait aussi être saisi pour donner son avis et formuler des recommandations. M. Marzouki a estimé que cette juridiction permettrait aussi de renforcer la résistance civile.

Le Président de la Tunisie a passé en revue les autres sujets internationaux importants, prônant notamment la protection de l'environnement et la fin des conflits en Afrique. En ce qui concerne la Syrie, il s'est dit favorable à l'intervention rapide d'une force arabe en soutien au peuple syrien. Il a également réitéré son soutien au peuple palestinien, se disant favorable à la création d'un État palestinien. Il a aussi dénoncé la violence contre les femmes et les enfants, l'islamophobie et le fanatisme. Enfin, le Président tunisien a souhaité que le Moyen-Orient soit débarrassé de l'arme nucléaire.

Le système international actuel est caractérisé par le changement et les crises, a indiqué M. DONALD RABINDRANATH RAMOTAR, Président de la République de Guyane. En économie, des conditions défavorables continuent à contrecarrer les efforts mondiaux d'une reprise qui reste lente et embryonnaire et qui affecte négativement les pays en développement. Les petites économies des îles des Caraïbes font ainsi face à des défis spécifiques, notamment l'endettement et la chute des revenus à l'exportation. C'est pourtant dans cet environnement international peu favorable que la Guyane a réalisé, durant les six dernières années, une croissance économique de l'ordre de 5% par an grâce à ses investissements dans l'éducation, la santé, le logement, l'eau et les programmes sociaux, s'est réjoui le Président.

Pour maintenir cette performance, il a préconisé la réforme des politiques et des critères d'obtention de l'aide des institutions financières internationales afin de tenir compte de la vulnérabilité structurelle et du niveau de résilience économique des petits États. Il a aussi réclamé des mesures d'allègement de la dette, le renouvellement de l'accès au financement concessionnel pour les pays à revenu intermédiaire très endettés et le renforcement de la réglementation financière.

M. Ramotar a indiqué que d'autres problèmes comme le trafic de drogues, les activités criminelles, la traite des êtres humains, la hausse des prix des denrées alimentaires, la sécheresse et les changements climatiques sapent les efforts de développement. À cause des effets des changements climatiques, certains États risquent tout simplement de disparaître, a-t-il alerté.

Il faut agir maintenant, a dit le Président, en appelant à la mise en œuvre rapide de l'approche sur deux fronts pour renforcer l'action directe contre la faim selon les Principes de Rome pour une sécurité alimentaire mondiale durable. Le Président a réservé son dernier mot pour Cuba, en appelant à la levée de l'embargo.

M. THEIN SEIN, Président du Myanmar, a déclaré que son pays progressait sur la voie de la démocratie, « même si cela n'a pas été une tâche facile ». En peu de temps, le système de gouvernement autoritaire, où les pouvoirs administratif, législatif et judiciaire étaient centralisés, a été abandonné. Un Gouvernement démocratique et un Parlement solide ont été mis en place.

Le Président a cité l'annistie des prisonniers et le retour dans la dignité des forces politiques exilées. Des élections libres, justes et transparentes ont eu lieu en 2012. La censure des médias a été abolie et l'accès à l'Internet est libre. En outre, les travailleurs et les employeurs peuvent s'organiser et le peuple en général participe au processus politique.

M. Sein a félicité la principale figure de l'opposition, Daw Aung San Suu Kyi, qui est maintenant membre du Parlement, où elle préside le Comité sur l'état de droit et la stabilité.

Pour le Président, le progrès politique renforce la légitimité du Myanmar. Des lois sont promulguées en tenant compte du fait que le développement économique ne doit pas accentuer la différence entre riches et pauvres. Il faut protéger les droits des citoyens et l'environnement. M. Sein a assuré que les investissements dans les secteurs extractifs comme l'énergie faisaient l'objet d'une attention particulière pour garantir la transparence et l'impartialité.

Par ailleurs, le Myanmar s'attaque aux difficultés qui existent depuis longtemps dans les régions des nationalités ethniques. Des accords de cessez-le-feu ont été conclus avec 10 groupes armés. Le Président a assuré que les négociations de paix au niveau national se poursuivraient jusqu'à l'obtention d'un accord final pour mettre un terme aux hostilités armées. Évoquant la récente violence dans l'État de Rakhine, il a indiqué qu'une Commission d'enquête nationale indépendante dont la composition reflète toutes les religions au Myanmar avait été créée et que des représentants de la communauté internationale avaient pu se rendre sur place. Le Myanmar a le droit de sécuriser ses frontières et de protéger sa souveraineté, a toutefois fait valoir M. Sein.

Le processus de transformation démocratique du Myanmar est complexe, a conclu le Président, qui a sollicité la patience et la compréhension de la communauté internationale et de son propre peuple.

M. GJORGE IVANOV, Président de l'ex-République yougoslave de Macédoine, s'est félicité que cette soixante-septième session de l'Assemblée générale soit placée sous le thème de la résolution pacifique des conflits, faisant observer que la diplomatie préventive avait démontré sa pertinence une fois de plus. Il a fait part de son attachement aux principes d'état de droit et indiqué que son pays s'était porté candidat à un siège du Conseil des droits de l'homme pendant la période 2014-2016. Il a également indiqué que l'ambition qu'a son pays de devenir membre de l'Union européenne avait permis de lancer diverses réformes et de mettre l'accent sur le développement économique, l'amélioration de la qualité de vie des citoyens, la lutte contre la corruption, l'amélioration du secteur de l'éducation et la promotion de la démocratie et des relations interethniques.

M. Ivanov a parlé de la présidence du processus de coopération de l'Europe du Sud-Est que son pays occupe. Il a exhorté les États à placer toute leur énergie dans les jeunes et leurs perspectives d'avenir. Mon pays, a-t-il indiqué, accueillera prochainement le onzième Forum du Dialogue entre civilisations qui sera consacré aux jeunes. « La République de Macédoine », a-t-il affirmé, a un potentiel énorme pour être le fondement fonctionnel multiethnique, multilinguistique et multiconfessionnel des « Balkans européens et des Balkans en Europe ».

M. Ivanov a attiré l'attention sur les recommandations du rapport de 2008 de l'Expert indépendant sur les questions concernant les minorités, selon lesquelles le Gouvernement de « notre voisin du sud » doit s'abstenir de contester l'existence d'une minorité macédonienne et centrer plutôt son attention sur la protection du droit à l'identité et à la liberté d'expression et de réunion de cette communauté. Il a engagé le Secrétaire général à se servir de son autorité pour débloquent les pourparlers sur « le différend relatif au nom ». De nos jours, il est particulièrement absurde de se voir appelé « ancienne nation » ou « ancienne colonie », a ironisé le Président qui en a profité pour remercier les 134 États qui ont reconnu le « nom constitutionnel » de son pays, la « République de Macédoine ».

En privant la « Macédoine » de son nom, vous la privez de l'égalité avec les autres États Membres, s'est insurgé M. Ivanov. Il y a 10 mois, a-t-il rappelé, la Cour internationale de Justice (CIJ) a clairement stipulé que la « Macédoine » a le droit de s'appeler « République de Macédoine » et j'engage notre voisin à respecter ce jugement ainsi que les obligations découlant de l'Accord intérimaire.

Affirmant vouloir être « plus que des voisins, mais des partenaires », M. Ivanov a dit souhaiter que son « voisin » trouve une issue à la crise le plus rapidement possible. Il a proposé la signature d'un accord bilatéral sur la double imposition fiscale.

M. JORGE CARLOS DE ALMEIDA FONSECA, Président du Cap Vert, a souligné qu'en tant que petit État insulaire en développement, le Cap Vert bénéficie de ressources limitées. Le 25 septembre, la Constitution du Cap Vert a fêté ses 20 ans, ce qui est un indicateur de stabilité, selon le

Président capverdien. Nous avons organisé des élections législatives, présidentielle et municipales, a-t-il indiqué, ajoutant que l'ordre judiciaire respecte les normes du droit international et les droits de l'homme. « Je suis fier du chemin parcouru par mon pays depuis son indépendance. »

Aujourd'hui, nous sommes en mesure d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, a poursuivi le Président. Il a indiqué que le secteur des services représentait 80% du PIB en 2010 et que celui de l'agriculture est confronté à la désertification. Nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers après l'accession au statut de « pays à revenu intermédiaire ». « Nous devons continuer à nous appuyer sur la solidarité internationale. »

Le Président a déploré les conséquences de la crise économique et financière sur les peuples africains qui souffrent déjà de la faim, du VIH/sida, des déplacements massifs et de la dégradation de l'environnement. Il a aussi parlé du terrorisme qui se manifeste notamment par la piraterie en mer, le trafic de drogues et l'intolérance religieuse, avant d'inviter la communauté internationale à agir avec détermination pour y faire face.

La nouvelle vague de dirigeants africains s'est mobilisée pour garantir la stabilité du continent et ses efforts doivent être soutenus par la communauté internationale, a estimé M. de Almeida Fonseca, car il reste encore beaucoup à faire. Il faut se livrer à une nouvelle réflexion à propos de l'Afrique, qui s'inspire des valeurs universelles de la démocratie pour enrichir le développement, a proposé le Président.

L'Afrique a besoin de reprendre confiance en elle et de voir les liens se renforcer entre l'Union africaine et les Nations Unies. Le Président a demandé que des décisions concrètes soient prises dans le cadre de l'ONU, en faveur du développement, notamment pour l'annulation de la dette, en particulier des petits États insulaires en développement. Il s'est félicité du Document final de la Conférence Rio+20.

M. TEODORO OBIANG NGUEMA MBASOGO, Président de la Guinée équatoriale, a déclaré que le sous-développement, la faim et les maladies tuaient plus de personnes chaque année que les conflits. Les effets négatifs de ces problèmes, y compris l'analphabétisme, sont pires que ceux des catastrophes naturelles ou du terrorisme. Pour cette raison, le Président a proposé que le Conseil économique et social adopte des programmes spéciaux en faveur des pays les moins avancés. « Nous ne pouvons pas concevoir la promotion des droits de l'homme dans une société soumise aux restrictions du sous-développement », a-t-il poursuivi.

Selon lui, la majorité des conflits internes en Afrique sont liés à des intérêts étrangers qui veulent maintenir leur présence sur le continent. Cependant, la Guinée équatoriale est fière des progrès réalisés dans son programme de développement économique, a dit le Président. Elle aspire à devenir une économie émergente d'ici à 2020, grâce à ses ressources en pétrole et en gaz naturel. Les infrastructures, les hôpitaux, les écoles, les centres de formation professionnelle et universitaire, les ports et les aéroports, l'eau potable, les communications téléphoniques, l'électricité, font tous l'objet d'améliorations.

Parallèlement, le pays a entrepris des réformes politiques profondes afin d'établir des mécanismes de contrôle de l'action gouvernementale, de donner de larges libertés à la population et de protéger au maximum les droits de l'homme. C'est ainsi, a expliqué le Président, qu'un dirigeant ne peut pas cumuler plus de deux mandats. Le Parlement a été élargi pour mieux représenter le peuple et l'indépendance des pouvoirs législatif et judiciaire a été renforcée. Un organe de contrôle des activités économiques publiques et privées a également été mis en place, ainsi qu'une autorité pour la défense des droits de l'homme. Enfin, un Gouvernement de transition a été constitué pour concrétiser ces réformes.

Par ailleurs, la Guinée équatoriale propose la création d'un fonds fiduciaire de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour la sécurité alimentaire en Afrique, ouvert aux pays les moins avancés, et s'engage à y verser 30 millions de dollars. Appelant enfin de ses vœux la réforme du Conseil de sécurité, le Président a conclu: « L'Afrique souhaite participer à la prise des décisions qui affectent son avenir ».

M. IKILILOU DHOININE, Président des Comores, a appelé à « agir sans tarder pour mettre fin à la terrible souffrance du peuple frère syrien ». Il a aussi réitéré son soutien au peuple palestinien, se disant favorable à la formule d'un État palestinien vivant côte à côte, et en parfaite sécurité, avec Israël. En ce qui concerne le Mali, il a soutenu l'engagement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), en relation avec l'Union africaine et les Nations Unies, pour mettre fin aux exactions.

« Il ne faudrait toutefois pas perdre de vue que, pendant que certains prônent le fanatisme et l'extrémisme, l'islamophobie prend, elle aussi, une ampleur inquiétante », a-t-il ajouté. Le Président a dénoncé le fait que plusieurs millions de croyants se sont fait insulter par le film « L'Innocence des Musulmans ». Il a tout de même condamné la violence contre les chancelleries occidentales.

Rappelant que les Comores se sont engagées, il y a une dizaine d'années, sur la voie de la démocratie, le Président a assuré qu'il promeut l'état de droit et la bonne gouvernance et a remercié l'Union européenne qui a fourni son expertise dans l'élaboration de la stratégie nationale de lutte contre la corruption.

Le Président a appelé à réagir efficacement contre les changements climatiques qui affectent particulièrement les petits États insulaires en développement. En avril dernier, les Comores ont connu des pluies torrentielles d'une rare violence qui ont eu des conséquences désastreuses, affectant 10% de la population. Le Président a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle contribue au financement du « Plan de relèvement précoce ».

Il a réclaté des progrès dans les mesures d'atténuation et d'adaptation et la mise en route du Fonds de Copenhague pour le climat. « Nous devons honorer les engagements pris en faveur des pays du Sud en mettant en œuvre les accords sur les émissions de gaz à effet de serre ».

M. Dhoinine a aussi demandé aux pays développés d'appliquer aux pays les plus fragiles les mécanismes mis en place pour résorber la crise en Europe. Les Comores, qui bénéficient actuellement du Programme de facilité de crédits élargis du Fonds monétaire international (FMI), espèrent parvenir en décembre 2012 au point d'achèvement de l'initiative en faveur des pays très endettés.

Sur la question de Mayotte, il a rappelé les incidents de 2012 où des femmes et des enfants ont péri à bord d'embarcations de fortune, « à cause du visa que la France a imposé aux îles d'Anjouan, Grande Comores et Mohéli ». Il a espéré que la France saura honorer ses engagements de pays respectueux du droit international, en recherchant « une solution propice au retour de Mayotte dans son giron naturel, qui reste l'Union des Comores ».

HAJI AL-MUHTADEE BILLAH, Prince héritier de Brunei Darussalam, a estimé que le mot « ajustement » était le mot clef du thème choisi pour la session actuelle de l'Assemblée générale. Il a fait part de la « satisfaction considérable » que lui inspire le travail de l'ONU qui, a-t-il indiqué, nous permet de nous « ajuster » au régionalisme du XXI^e siècle et, on l'espère, à une mondialisation réussie. Il s'est félicité des résultats obtenus lors de la Conférence Rio+20, notamment de ce que la théorie se soit maintenant transformée en idées et en projets pratiques.

Il s'est aussi dit être encouragé par les conclusions du rapport du Secrétaire général sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) selon lesquelles leur réalisation est encore possible quoique difficile. M. Billah a tenu à saluer le travail du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). En ce qui concerne le travail fondamental de l'ONU, nous ne voyons pas le besoin d'effectuer un quelconque ajustement, contrairement à sa structure, a affirmé le Prince.

La structure de l'Organisation, s'est-il expliqué, ne correspond plus aux réalités du XXI^e siècle. Elle doit être ajustée de manière à réparer les anciennes lignes de fracture politique. Le Prince a pris l'exemple de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ANASE) qui édifie une communauté de nations pacifique et mutuellement respectueuse. Honoré d'en assurer la présidence l'année prochaine,

le Prince a rappelé qu'il y a 45 ans, cette région était encore l'une des plus instables de la planète et un point clef de la guerre froide. Elle s'est à présent « ajustée » et œuvre en faveur de sa communauté de 600 millions de citoyens, en privilégiant le consensus et le pacifisme.

Mme PORTIA SIMPSON-MILLER, Premier Ministre et Ministre de la défense, du développement, de l'information et des sports de la Jamaïque, a entamé son allocution en racontant l'histoire d'une rencontre, dans la campagne jamaïcaine, entre une jeune femme et un homme politique candidat aux élections locales. « Qu'attendez-vous de vos représentants? » lui demande l'homme. Elle répond avec conviction: « J'attends d'eux qu'ils soient en mesure d'offrir à ma famille la sécurité d'un environnement dans lequel je puisse travailler, contribuer à la société et prospérer ». Cette requête, a souligné Mme Simpson-Miller, n'est pas aussi simple qu'il y paraît dans le contexte mondial actuel. « Aujourd'hui, nous devons redoubler d'efforts pour nous débarrasser des conditions qui mènent à la pauvreté. Nous devons poursuivre des politiques économiques et sociales qui assurent à nos peuples justice et égalité, et améliorent leur bien-être », a-t-elle exhorté.

Elle a fait remarquer qu'une part significative de la population mondiale la plus pauvre vit aujourd'hui dans des pays à revenu intermédiaire. Elle a souligné que nombre de ces pays, dont la Jamaïque, jouissent d'un énorme potentiel mais que, malheureusement, les indicateurs économiques actuels ne le reflètent pas. Elle a plaidé pour la mise en œuvre de réformes en matière de gouvernance économique mondiale afin de tenir compte d'un traitement différencié pour les petites économies et les économies vulnérables. Elle a, dans ce domaine, salué le travail réalisé par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), ainsi que son aide aux pays en développement.

Le Premier Ministre a mis l'accent sur le sort des groupes les plus vulnérables, à savoir les femmes et les enfants. « Trop de mères doivent faire des choix difficiles. Des jeunes filles et des garçons sont manipulés comme des pions et sont victimes d'exploitation. » Elle a exhorté les États Membres à renforcer leurs programmes nationaux vis-à-vis de ces populations et les a appelés à placer le sort de ces populations au cœur de leurs processus de décisions. Enfin, en matière de santé, le Premier Ministre a tenu à rappeler les conséquences dévastatrices du VIH/sida et d'autres maladies dans les pays en développement. Tout en reconnaissant les « investissements considérables » de l'ONU en la matière, elle a fait remarquer que le manque de ressources financières et humaines limitait la capacité de son pays à réduire les risques de nouvelles infections. Elle a appelé à la mise en œuvre des résultats de la Réunion de haut niveau de 2011 sur le VIH/sida.

À la veille de 2015, date butoir pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), Mme Simpson-Miller a estimé qu'il fallait redonner un nouveau souffle à l'objectif 8 visant à mettre en place un partenariat mondial pour le développement. Avant de prendre congé, elle s'est encore préoccupée du sort de deux pays voisins et amis, a-t-elle dit, à savoir Haïti et Cuba. Plus de deux ans après le séisme, la situation humanitaire en Haïti demeure préoccupante. Elle a encouragé la communauté internationale à honorer ses engagements en matière d'assistance, avant de souligner les conséquences sociales de l'embargo sur Cuba qu'il faut lever au plus vite.

M. MAHMOUD ABBAS, Président de l'Autorité palestinienne, a déclaré que les développements de l'année passée avaient confirmé « le danger catastrophique de la colonisation israélienne raciste de la Palestine ». Il a déploré l'escalade des attaques menées par les milices terroristes des colons israéliens. Israël, la puissance occupante, a poursuivi sa campagne de colonies de peuplement, en mettant l'accent sur Jérusalem et les environs, afin de modifier le caractère historique de la Ville sainte. M. Abbas a dénoncé « une campagne de purification ethnique » contre le peuple palestinien.

La puissance occupante continue de construire et d'étendre les colonies de peuplement dans d'autres parties de la Cisjordanie, tandis que le blocus et les attaques se poursuivent dans la bande de Gaza. Près de 5 000 Palestiniens restent prisonniers en Israël. La politique d'Israël, a expliqué M. Abbas, « affaiblit l'Autorité palestinienne, l'empêche de remplir ses fonctions et ses obligations, et, par conséquent, menace son existence même ». Il a condamné le discours d'Israël qui n'hésite pas à brandir des positions extrémistes incitant au conflit religieux.

L'Autorité palestinienne a entrepris, en vain, des initiatives pour créer des conditions favorables à la reprise des négociations. « Israël rejette la solution à deux États », a résumé M. Abbas. Cette solution représente pourtant l'esprit et l'essence du compromis incarné dans la Déclaration des principes d'Oslo. Israël s'emploie à vider les Accords d'Oslo de leur contenu, tout en créant sur le terrain des conditions qui rendent leur application extrêmement difficile, voire impossible.

« Israël refuse de mettre un terme à l'occupation, refuse de permettre au peuple palestinien de réaliser ses droits et d'accéder à sa liberté, et rejette l'indépendance de l'État de Palestine », s'est indigné le Président. « Israël promet au peuple palestinien une nouvelle catastrophe, un nouveau Nakba ».

Au nom du peuple palestinien, et malgré « le sentiment de colère », M. Abbas a réaffirmé son engagement en faveur de la paix et de la non-violence. Il a rejeté le terrorisme sous toutes ses formes, en particulier le terrorisme d'État. « Nous continuons à tendre la main au peuple israélien pour faire la paix », a-t-il affirmé. « Les deux peuples doivent vivre et coexister, chacun dans leur État respectif, en Terre sainte ».

« Il reste une chance, peut-être la dernière, de préserver la solution à deux États et de sauver la paix », a-t-il prévenu. Cette tâche urgente nécessite une nouvelle approche. Pour cela, il faut commencer par condamner, punir et boycotter les colonies de peuplement. Il faut aussi réaffirmer les termes de référence de la solution au conflit. Les éléments de cette solution sont bien connus. C'est la volonté de les mettre en œuvre qui est nécessaire. Il s'agit de réaliser l'indépendance de l'État de Palestine, avec Jérusalem-Est comme capitale, sur l'ensemble du Territoire occupé par Israël depuis 1967, et de trouver une solution juste à la question des réfugiés palestiniens.

M. Abbas a rappelé que la tentative d'obtenir une pleine reconnaissance de l'État palestinien lors de la dernière Assemblée générale de l'ONU avait avorté, malgré l'appui de l'écrasante majorité des pays du monde. Sa candidature a toutefois été acceptée à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). « Nous poursuivrons nos efforts pour que la Palestine devienne Membre à part entière des Nations Unies », a-t-il assuré. M. Abbas a indiqué que sa délégation avait entamé des consultations intensives avec diverses organisations régionales et des États Membres afin que l'Assemblée générale adopte une résolution considérant l'État de Palestine comme un État non Membre des Nations Unies pendant cette session.

« Nous ne cherchons nullement à ôter à Israël sa légitimité », a conclu M. Abbas, « mais plutôt à affirmer que l'État de Palestine doit être édifié ».

M. JANEZ JANŠA, Premier Ministre de la Slovaquie, a constaté à regret que les efforts de médiation de la communauté internationale ont échoué en Syrie, où « une guerre civile s'enlise ». Compte tenu de la gravité de la situation, il faut, selon lui, réviser les capacités de prévention des Nations Unies, de ses États Membres et des organisations régionales, car « seuls des efforts concertés permettront d'éviter d'autres atrocités à l'avenir », ce qui l'a amené à parler du projet « d'un monde sans génocide ». Il a souligné, à cet égard, l'importance capitale qu'a jouée la création de la Cour pénale internationale et des Tribunaux spéciaux pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie. Il a également salué le fait que les Nations Unies aient amélioré la coordination interne des activités liées à la prévention des génocides, notamment par la nomination d'un Conseiller spécial pour la prévention des génocides et d'un autre pour la responsabilité de protéger. De plus, le Conseil des droits de l'homme facilite la promotion d'une culture de la prévention.

Revenant au cas de la Syrie, le Premier Ministre a repris les termes du Président Obama qui a dit « que la souveraineté nationale ne saurait être une carte blanche pour massacrer son propre peuple ». La Slovaquie, a dit son Président, se rallie au propos du Secrétaire général qui, dans son discours d'ouverture, a invité la communauté internationale à concrétiser le concept de la responsabilité de protéger. Il a regretté que cela n'ait pas encore été possible parce qu'il n'existe toujours pas d'acceptation commune des modalités de ce concept. Pour y arriver, il a préconisé un dialogue renforcé, partant du principe qu'il y a de la latitude pour améliorer les modes de collaboration tant sur le plan national, que régional et international.

Pour prendre toute la mesure du problème, le Premier Ministre a rappelé que depuis la Seconde Guerre mondiale plus de 80 pays ont connu des atrocités massives qui ont coûté la vie à plus de 53 millions d'innocents. « J'en appelle aux États Membres des Nations Unies, aux organisations régionales et sous-régionales, ainsi qu'au système des Nations Unies qui doivent développer une nouvelle stratégie pour éviter les génocides et autres atrocités commises à grande échelle. »

Allant plus loin, il a proposé la mise en place d'un forum intergouvernemental composé de pays partageant la même opinion pour définir clairement le mandat clair d'un mécanisme légal approprié qui offrirait de nouveaux outils à la mise en œuvre de la responsabilité de protéger. La Slovénie est prête à engager ce dialogue et a l'intention d'organiser une première réunion dans les mois qui viennent. Le Premier Ministre a précisé que son initiative émane de la société civile et a déjà recueilli des milliers de supporteurs parmi les ONG internationales, les avocats, les étudiants, les journalistes et autres individus.

M. BENJAMIN NETANYAHU, Premier Ministre d'Israël, a parlé à propos du Moyen-Orient, d'une bataille entre modernité et moyen-âge, où la connaissance est réprimée et la mort, et pas la vie, est encensée. C'est parce qu'Israël tient tellement à la vie qu'elle cherche à obtenir la paix, a enchaîné M. Netanyahu qui a affirmé qu'Israël cherche à forger une paix durable avec la Palestine. Évoquant le discours du Président de l'Autorité palestinienne, il a répondu: ce n'est pas comme cela qu'on arrivera à la paix », avec de nobles discours et des déclarations unilatérales sur la création d'un État. « Nous devons revenir à la table des négociations sur un État palestinien démilitarisé qui saura assurer la sécurité de l'État juif. »

Le Premier Ministre israélien a concentré une grande partie de sa déclaration au programme nucléaire iranien qu'il a comparé à « Al-Qaida doté de l'arme nucléaire ». Il a passé en revue les derniers agissements du Gouvernement iranien, dont l'élargissement de « son réseau terroriste » dans des dizaines de pays et les appels quotidiens à la destruction d'Israël. « Imaginez une agression iranienne si ce pays avait vraiment l'arme nucléaire? « Qui pourrait se sentir en sécurité au Moyen-Orient ou n'importe où dans le monde? Le Premier Ministre a jugé dangereuse l'hypothèse selon laquelle l'Iran pourrait être découragé dans ses ambitions. « Dire qu'un Iran doté de l'arme nucléaire pourrait stabiliser la région revient à dire qu'Al-Qaida doté de l'arme nucléaire ferait régner la paix sur terre », a-t-il ironisé.

M. Netanyahu a constaté que la diplomatie n'avait de toute évidence pas marché car l'Iran, a-t-il affirmé, s'en sert pour faire avancer son programme et qu'il a même réussi, en deux ans, à doubler le nombre de ses centrifugeuses. Pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire de manière pacifique, le Premier Ministre a longuement insisté sur la nécessité de tracer une ligne rouge afin, a-t-il dit, de prévenir la guerre. La ligne rouge tracée en Europe par l'OTAN a permis d'empêcher la guerre tout comme la ligne rouge tracée par Kennedy à Cuba, a-t-il estimé. Si on avait dit à Saddam Hussein que l'invasion du Koweït allait provoquer une guerre, la première guerre du Golfe aurait pu être évitée, a-t-il notamment argué.

Se voulant plus précis, il a appelé à ce que cette ligne rouge soit tracée contre la volonté de l'Iran d'enrichir de l'uranium. La seule façon crédible de l'empêcher de se doter de l'arme nucléaire est de lui fermer les portes de l'uranium enrichi. Le Premier Ministre a prévenu que l'enrichissement de l'uranium prenait des années dans des usines bien visibles mais que la fabrication d'une mèche pouvait se faire dans un petit atelier artisanal.

Brandissant le dessin d'une bombe, il a expliqué les composantes d'une bombe atomique, précisant que l'Iran avait achevé la première des trois étapes de fabrication. La ligne rouge doit être tracée avant que l'Iran ne termine sa deuxième étape d'enrichissement de l'uranium, a-t-il insisté. Si cette ligne est clairement dessinée, l'Iran s'abstiendra et l'on donnera du temps aux négociations.

M. Netanyahu a ensuite fait l'éloge des prouesses des services de renseignements d'Israël, faisant observer que ceux-ci avaient néanmoins ignoré pendant de nombreuses années l'existence d'une vaste usine souterraine en Iran. Alors imaginez la difficulté à identifier une usine artisanale où pourrait être fabriquée une mèche, a-t-il mis en garde.

M. MOTSOAHAE THOMAS THABANE, Premier Ministre du Royaume de Lesotho, a indiqué que sans le système multilatéral, il est difficile de faire face aux nombreux défis du monde même si on connaît les solutions. Il a déploré que malgré les leçons de l'histoire, il y ait encore des pays qui croient résoudre les problèmes politiques par la guerre et la coercition. Le Premier Ministre a fait part de la crainte du monde quant aux menaces de guerre entre les pays occidentaux et l'Iran à propos du programme nucléaire de ce dernier. Cette crise peut être résolue par les négociations, le respect de la souveraineté et la reconnaissance des droits et de la légitimité de toutes les parties, a-t-il déclaré.

Il s'est également dit attristé par la montée des tensions entre la Chine et le Japon et les a encouragés à résoudre leurs différends par un dialogue pacifique. Au Moyen-Orient, M. Thabane a renouvelé son appel à la solution à deux États, et en Amérique latine, il a appelé à la levée de l'embargo sur Cuba. Pour ce qui est de la crise en Syrie, M. Thabane a demandé au Gouvernement syrien d'accepter les aspirations légitimes de son peuple « avant qu'il ne soit trop tard », tout en demandant aux autres pays d'arrêter d'interférer dans les affaires intérieures de la Syrie puisque « les vraies révolutions n'ont pas besoin de parrains étrangers ».

S'agissant de l'Afrique, le Premier Ministre a demandé au Maroc de coopérer avec la communauté internationale et de faciliter l'indépendance et l'autodétermination du Sahara occidental. L'Afrique travaille d'arrache-pied pour se débarrasser des guerres et des conflits, a-t-il souligné, en exhortant la communauté internationale à appliquer la tolérance zéro face à tout régime qui prend le pouvoir par des voies anticonstitutionnelles. À travers le monde, a-t-il poursuivi, la répression politique et militaire combinée à l'intolérance religieuse fait planer durablement le spectre du terrorisme. La communauté internationale doit s'attaquer à ces problèmes à la racine.

Sur un autre plan, le Lesotho croit que la Cour internationale de Justice joue un rôle important dans les résolutions pacifiques des conflits et le respect de l'ordre juridique international.

Le Premier Ministre a indiqué que le monde affronte d'autres problèmes encore plus graves liés aux changements climatiques. En août dernier, le Gouvernement du Lesotho a été obligé de se déclarer en situation de crise alimentaire et de faire appel à l'aide de la communauté internationale. Il a demandé qu'on arrête de dresser un parallèle entre les Objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs de développement durable.

M. EMANUEL MORI, Président des États fédérés de Micronésie, a indiqué que le plus grand défi que son pays avait à relever était les changements climatiques, qui d'ores et déjà ont des conséquences désastreuses sur la vie de ses habitants. « Comment puis-je dire à mon peuple que son avenir est entre les mains de ceux qui sont les principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre », s'est interrogé M. Mori, soulignant l'absence de progrès dans l'atténuation des conséquences de ce phénomène. Il a exhorté les grands pollueurs à parvenir rapidement à la seconde période d'engagement du Protocole de Kyoto. « Notre existence en dépend », s'est alarmé le Président.

M. Mori a mentionné le second défi auquel doit faire face son pays qui est non seulement l'augmentation de la température et de l'acidité des océans, mais aussi les pratiques de pêches destructrices. « En tant que petit État insulaire en développement du Pacifique, notre culture, notre économie et notre mode de vie sont étroitement dépendants de l'économie bleue », a rappelé le Président micronésien qui a, une nouvelle fois, appelé au respect des engagements pris à Rio+20. Saluant la décision prise également dans la ville brésilienne de tenir une Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement du Pacifique en 2014, M. Mori a souhaité qu'elle se déroule dans l'un des pays concernés.

Le Président micronésien a demandé l'assistance de la communauté internationale pour la prise en charge des maladies non transmissibles, « qui ont atteint dans le Pacifique des proportions endémiques ». « Ce phénomène qui découle de nos habitudes alimentaires et de nos modes de vie a été aggravé par les changements climatiques qui menacent la sécurité alimentaire des Micronésiens », a expliqué M. Mori.

« Les vastes étendues de l’océan Pacifique ne protègent plus nos îles de la menace du terrorisme international », a-t-il aussi prévenu, avant de citer sa Constitution qui dit que « Les mers nous rassemblent, elles ne nous séparent pas ».

M. MOHAMED WAHEED, Président des Maldives, a rappelé que son pays avait mené une campagne active pour que des mesures internationales soient prises contre les changements climatiques. Les Maldives ont contribué à rompre le silence international sur le lien entre droits de l’homme et changements climatiques.

Le Président a espéré qu’après Rio+20, l’Agenda pour le développement post-2015 reconnaîtra les caractéristiques et les besoins particuliers des petits États insulaires en développement. Les changements climatiques restent la principale difficulté de ces États, a souligné M. Waheed, énumérant les problèmes tels que la montée du niveau de la mer, l’acidité des océans ou encore l’érosion des côtes qui touche plus de 113 îles aux Maldives. Le Gouvernement dépense plus de 27% de son budget pour renforcer la résilience aux changements climatiques, a-t-il précisé.

Le Président a insisté pour qu’un accord contraignant soit enfin trouvé sur la réduction des émissions de carbone. Alors que la contribution des Maldives aux émissions mondiales n’est que de 0,003%, nous sommes les plus vulnérables aux changements climatiques, a-t-il dénoncé. Il a exposé les mesures prises par son pays pour y faire face, en vue notamment d’éliminer la production d’hydrochlorofluorocarbones (HCFC), d’ici à 2020. Les Maldives ont aussi décidé de se convertir à des sources solaires hybrides.

Si nous pouvons adopter ce genre de mesures, s’est interrogé le Président, pourquoi des États plus grands qui ont plus de ressources ne peuvent-ils pas le faire voire aller plus loin? Il a appelé les pays pollueurs à réduire leur empreinte climatique.

M. Waheed a ensuite parlé de la division politique qui perdure, quatre ans après la transition démocratique aux Maldives. Il a rappelé que le dernier Président des Maldives, qui a démissionné en février, a argué qu’il y avait été forcé. Il a regretté que certains États et acteurs dans le monde aient pris parti dans ce conflit interne et critiqué les institutions du pays. S’il a demandé une aide au renforcement des institutions nationales, le Président a réclaté le respect de sa nation. La communauté internationale devrait se garder de prendre des mesures punitives contre un État souverain, à moins d’être convaincue d’abus des droits de l’homme.

M. LUIS FEDERICO FRANCO GÓMEZ, Président du Paraguay, est revenu sur les développements récents dans son pays, à savoir la décision quasi unanime du 22 juin dernier par laquelle le Congrès national a révoqué l’ancien Président sur la base d’un processus de destitution constitutionnel, mettant ainsi un terme à une crise politique profonde. En tant que Vice-Président, M. Gómez a assumé la présidence depuis. Il a assuré que son pays entretenait des relations diplomatiques normales avec la grande majorité des États Membres, tout en reconnaissant la situation difficile avec les pays voisins du Marché commun du Sud (MERCOSUR) et de l’Union des nations de l’Amérique du Sud (UNASUR).

Ces deux entités ont adopté des sanctions contre le Paraguay sans lui permettre de défendre sa cause et se sont déclarées « garantes de la démocratie paraguayenne » en allant à l’encontre des traités internationaux et du principe de non-ingérence, a-t-il dénoncé. « Ici, devant la plus haute assemblée de l’humanité, je déclare haut et fort que le Paraguay n’acceptera jamais d’intervention étrangère dans ses affaires internes. Nous continuerons de consolider notre démocratie avec la volonté du peuple, exprimée souverainement par le biais de nos institutions librement élus. Nous sommes convaincus que nous saurons dépasser ces circonstances difficiles avec dignité et intégrité et nous invitons nos voisins à réfléchir davantage et à définir ensemble la voie de la reconstruction du processus d’intégration de l’Amérique du Sud qui est actuellement compromis », a déclaré le Président Gómez. Il a prévenu que cela était impossible sans unité régionale, et que la preuve du leadership politique résidait dans le respect du droit international.

En ce qui concerne la réforme des Nations Unies qui « doit permettre à l’Organisation de devenir plus représentative de l’ordre international et plus efficace et flexible pour pouvoir répondre aux nombreux défis », M. Gómez a notamment suggéré la suppression progressive du droit de veto au

Conseil de sécurité. Quant à la problématique du développement durable, il a rappelé que le Paraguay était le plus grand producteur d'énergie « propre » par personne dans le monde, et qu'il allait utiliser cette énergie pour alimenter son propre développement. Il a également milité en faveur d'une prise de conscience des difficultés spécifiques des pays sans littoral et d'un traitement différencié de ces pays en termes d'aide au développement.

Avant de conclure, le Président Gómez s'est engagé à ce que les prochaines élections générales, prévues pour le 21 avril 2013, soient transparentes, pacifiques et exemplaires. Il a déclaré que « lorsque le prochain président prendra ses fonctions, le 15 août 2013, la bonne santé de la démocratie paraguayenne sera confirmée... et je pourrai dire: mission accomplie ».

M. BUJAR NISHANI, Président de l'Albanie, a noté la coopération accrue entre son pays et les Nations Unies au cours des 50 dernières années, et l'attention particulière qu'il accorde à sa réforme. « L'ONU se doit d'être plus cohérente et efficace, en particulier en termes d'aide au développement », a estimé le Président. À cet égard, il a rappelé qu'en tant que pays pilote de l'initiative « Unis dans l'action », l'Albanie a accueilli l'an dernier une conférence de haut niveau qui a adopté des recommandations « concrètes et utiles » en vue de permettre à l'ONU de « faire plus avec moins » pour atteindre les objectifs de développement agréés aux plans national et international.

Le Président s'est dit fier de représenter un pays et une société largement reconnus pour leur ouverture d'esprit, leur tolérance et leur acceptation de « l'autre ». À la lumière de son histoire, l'Albanie est un fervent partisan du dialogue entre les civilisations. Cette volonté se reflète dans le thème choisi par la présidence albanaise du Conseil de l'Europe -« Unis dans la diversité »-. Pour le Président, ce dialogue doit être perçu comme un processus continu qui nécessite volonté et dévouement. Il a jugé inadmissible de laisser « les actions inconscientes de groupes subversifs » entraver les efforts communs de parvenir à une meilleure entente mutuelle dans un monde de plus en plus globalisé.

Attristée et frustrée par « la vidéo stupide » qui visait ce que les musulmans considèrent de plus sacré, la société albanaise dans son ensemble a exprimé son indignation et choisi d'ignorer cette provocation. Le Président a regretté que dans d'autres parties du monde, la réaction ait été différente et que cette vidéo ait été utilisée pour alimenter la violence aveugle de foules en colère et désespérées. Mais, a-t-il mis en garde, il ne faut pas confondre les actes terroristes et les réactions extrémistes avec les gouvernements et leur peuple. « Aucune colère, fût-elle légitime, ne peut justifier la violence », a dit le Président, en demandant aux gouvernements, aux sociétés et aux responsables religieux de fermement s'opposer à de tels actes. Il a vivement condamné les « actes terroristes » contre l'ambassade des États-Unis en Libye, ainsi que les protestations violentes contre des ambassades occidentales.

Abordant également la situation en Syrie, le Président a fermement condamné la « répression féroce » contre des gens épris de liberté de la part d'un régime qui a définitivement perdu toute légitimité. Il a uni sa voix à celle des pays qui demandent au Conseil de sécurité une réponse plus ferme, conformément à la Charte des Nations Unies. « N'avons-nous donc pas appris de nos erreurs dans les tragédies passées du Rwanda et de la Bosnie? » s'est interrogé le Président.

M. MOHAMED YOUSEF EL-MAGARIAF, Président du Congrès général national de la Libye, a rappelé qu'il y a trois ans, à cette même tribune, un despote ayant dirigé son pays pendant 42 ans de manière tyrannique, s'était adressé à l'Assemblée générale et avait déchiré la Charte des Nations Unies, affirmant qu'il ne reconnaissait pas le pouvoir de ce document. « Aujourd'hui, je m'adresse à vous et au monde entier pour présenter des excuses suite à tous les préjudices et crimes commis par ce despote, aux actes d'extorsion et de terrorisme infligés à tant d'États », a-t-il déclaré.

Le peuple libyen est déterminé à édifier un État qui maintienne de bonnes relations avec ses pays voisins, honore ses engagements internationaux et respecte les droits de l'homme, a-t-il dit, ajoutant que la Libye serait un pays de paix et de sécurité, une force pour la paix.

M. El-Magariaf a notamment expliqué que « le despote Muammar Qadhafi avait tué des milliers de civils, recruté des mercenaires de différents pays, violé toutes les valeurs, ordonné à ses milices et à ses mercenaires de violer des mineurs et de détruire des villes ».

Il a salué l'ONU qui, a-t-il dit, a été solidaire du peuple libyen. Le peuple libyen édifie des institutions démocratiques après la chute de la dictature, a-t-il ajouté, précisant que le monde entier avait été témoin des premières élections libres et transparentes organisées en Libye.

Le Président du Congrès libyen a également rendu hommage à l'Ambassadeur américain Chris Stevens, une voix de raison et de conscience, qui a laissé sa trace dans le peuple libyen, a-t-il dit. Sa mort fut une grande perte pour la Libye, comme pour les États-Unis, a-t-il dit, adressant ses condoléances au peuple américain. « Nous allons vaincre les complots des terroristes arriérés qui ne représentent pas la Libye et ne représentent pas l'Islam, qui est une religion de tolérance et d'amour », a-t-il déclaré.

La Libye ne sera jamais un foyer pour les groupes extrémistes, mais un pays où règnent la modération et la retenue, a assuré M. El-Magariaf. Il a toutefois condamné les campagnes de diffamation contre le prophète Mahomet, qui, a-t-il dit, accentuent la haine et les tensions entre les civilisations. Il a plaidé ainsi pour l'adoption par l'Assemblée générale d'un document juridique permettant d'éviter les provocations des peuples et criminalisant la diffamation de tous les symboles religieux et les attaques contre les lieux saints.

Le Président du Congrès général national libyen a énuméré les différentes séquences qui ont accompagné ces derniers mois l'évolution politique de son pays et la reconstruction des institutions étatiques. Il a ajouté que la Libye faisait face à des menaces et à des défis très graves, qui mettent en danger la sécurité nationale et régionale. Ces menaces, a-t-il précisé, résultent des activités illégales des fils de Qadhafi et des membres de l'ancien régime qui ont pu trouver refuge dans des pays voisins ou dans d'autres pays, où leurs actions criminelles représentent une menace à la sécurité et à la stabilité de la Libye.

Par ailleurs, M. El-Magariaf a souligné que l'une des priorités nationales de la Libye était de récupérer l'argent pillé dans le trésor de l'État libyen par des responsables du régime de Qadhafi, et utilisé pour financer des activités terroristes et criminelles menaçant la stabilité et la sécurité de la Libye. Il a demandé à tous les États de coopérer avec son pays et de lui permettre de récupérer ses fonds.

Le Président du Congrès général national a assuré que la Libye s'attachait désormais à respecter également tous ses engagements relevant des instruments internationaux sur le désarmement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales. La Libye est prête, a-t-il dit, à coopérer avec sincérité et transparence avec la communauté internationale pour appuyer les efforts entrepris aux niveaux régional et international en vue de mettre en œuvre les dispositions des conventions et des protocoles internationaux visant à faciliter l'élimination des armes de destruction massive.

M. El-Magariaf a notamment indiqué que la Libye fut prompte à notifier l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), le 25 novembre 2011, de l'existence de stocks d'armes chimiques supplémentaires découverts après la libération, lesquels n'avaient pas été déclarés par l'ancien régime. La Libye poursuit la coordination et la coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), avec laquelle elle est liée par un partenariat dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

M. THÉRENCE SINUNGURUZA, Vice-Président du Burundi, a indiqué que l'action menée depuis 2005, année des premières élections démocratiques au Burundi, et poursuivie en 2010, date des secondes, avait produit des résultats encourageants. « Nous avons mis en place des institutions démocratiques largement représentatives des composantes de la population burundaise, et respectueuses des équilibres ethniques et de genre convenus dans l'Accord d'Arusha », a affirmé le Vice-Président burundais.

S'agissant des mécanismes de justice transitionnelle prévus par le même Accord, il a détaillé les initiatives prises pour mettre en place un mécanisme « qui éloigne les démons du passé », notamment la création d'un Comité technique chargé d'établir la commission vérité et réconciliation. Le Gouvernement avait exprimé le souhait de mettre en place ladite commission en janvier 2012 mais

cette décision a été reportée pour des raisons relatives à sa composition et à son budget de fonctionnement, a-t-il expliqué.

M. Sinunguruza a indiqué que le processus de réinsertion socioéconomique des anciens combattants restait à achever, pointant le risque réel d'insécurité qu'il représente pour le pays. « Si des incidents très isolés ont été enregistrés ici et là dans le pays, ce n'est pas le propre du Burundi », a-t-il affirmé, assurant que la sécurité était la priorité des priorités du Gouvernement burundais.

Le Vice-Président a invité l'ONU à examiner les possibilités de transformer le Bureau des Nations Unies pour le Burundi en une équipe pays et a appelé les partenaires bilatéraux et multilatéraux à soutenir les efforts dans la réduction de la pauvreté, et ce, dans le contexte de la Conférence des partenaires au développement du Burundi qui doit se tenir le mois prochain.

En ce qui concerne la situation sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo, M. Sinunguruza a indiqué que son pays restait déterminé, avec les autres pays de la région, à chercher des solutions par le biais des mécanismes régionaux existants, conformément aux décisions prises par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL). Il a détaillé à ce titre le dispositif conçu en vue de l'opérationnalisation dans un délai de trois mois de la Force internationale neutre (FIN), dont l'état d'avancement sera analysé lors du prochain Sommet des chefs d'État de la Conférence, le 8 octobre 2012. En concluant, le Vice-Président burundais a sollicité l'appui de la communauté internationale afin que son pays continue de maintenir « la tête hors de l'eau ».

M. DANNY FAURE, Vice-Président des Seychelles, s'est dit particulièrement inquiet des conséquences de la piraterie qui altère les relations des Seychelles avec l'océan qui l'entoure. Alors que deux citoyens des Seychelles sont toujours détenus par des pirates somaliens, M. Faure a estimé que seul l'établissement d'un État de droit en Somalie permettra de résoudre durablement le problème de la piraterie. Il a appelé à plus de ressources pour la mise en place des infrastructures appropriées dans les parties de la Somalie où la stabilité a été rétablie. Il a indiqué que les Seychelles, en partenariat avec le Royaume-Uni et d'autres partenaires internationaux, sont en train de mettre en place un centre régional de renseignements et de lutte contre la piraterie.

Le Vice-Président des Seychelles dont le pays préside actuellement la Commission de l'océan Indien (COI), s'est aussi inquiété des conséquences économiques et sociales de la crise à Madagascar. Il a précisé que la présidence seychelloise de la COI continue d'appuyer la feuille de route de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et a organisé deux entretiens entre l'ancien Président Marc Ravalomanana et le Président de la Haute Autorité de la transition de Madagascar Andry Nirina Rajoelina aux Seychelles. « Ces entretiens conjugués aux recommandations du dernier sommet de la SADC, nous permettent de disposer d'un ensemble d'orientations utiles et pertinentes pour le retour de l'ordre constitutionnel à Madagascar, conformément au calendrier électoral arrêté par l'ONU et la Commission électorale nationale indépendante de Madagascar », a dit M. Faure.

Il a souhaité que l'on donne la chance aux petits États insulaires en développement (PEID) de tester des politiques et technologies innovantes dont pourrait bénéficier toute l'humanité. Il a précisé que le Partenariat insulaire mondial, coprésidé par les Seychelles, les Palaos et la Grenade, a proposé une annulation de la dette des PEID. Notant que la plupart des PEID détiennent un taux d'endettement supérieur à 100% de leur PIB, M. Faure a estimé qu'une telle mesure permettrait à ces pays de consacrer une part importante de leur budget à l'adaptation aux changements climatiques et à la protection des zones environnementales parmi les plus menacées de la planète.

Alors que Rio+20 a donné un nouvel élan au concept d'économie bleue, M. Faure a mis l'accent sur l'importance d'une gestion responsable des océans, en précisant que les Seychelles et Maurice se sont entendus sur la gestion conjointe d'une aire de 300 000 milles carrés du plateau continental, ce qui représente une première dans l'histoire de l'ONU. Le Vice-Président des Seychelles a aussi exprimé la volonté de son pays de briguer un siège non permanent au Conseil de sécurité en 2017, en espérant le parrainage de l'Union africaine.

M. KHUDIER ALKHUZAE, Vice-Président de l'Iraq, a souligné que son peuple était parvenu à établir un État démocratique, fédéral et pluraliste fondé sur une Constitution élaborée et

votee par ses representants. « Notre Constitution eonce les espoirs et les aspirations de notre peuple en faveur d'une vie libre et decente. Une vie qui s'appuie sur la democratie, sur un transfert d'autorite pacifique, sur la citoyennete et sur les droits de l'homme », s'est-il felicite. Il a toutefois rappelle que l'Iraq avait recupere sa securite, ainsi que sa stature politique et economique, au prix de conditions tres difficiles.

A present, ce nouvel Iraq a fait le choix de se lancer sur la voie de la cooperation et de la collaboration avec la communaute internationale en matiere de politique, d'economie et de developpement, a-t-il poursuivi. Un choix qui s'accompagne d'une serie de developpements positifs. Il a notamment cite les projections du Fonds monetaire international (FMI), qui tablent sur un produit interieur brut (PIB) de 150 milliards de dollars en 2014, ainsi que les estimations d'une production petroliere qui devrait atteindre 10 millions de barils par jour au cours de la periode 2017-2020.

« Il est vrai que la lutte contre le terrorisme a fait couler beaucoup de sang, nous a cause beaucoup de larmes et nous a egalement beaucoup coute », a souligne le Vice-Preзидент iraquien. Il a cependant emis l'espoir que d'autres pays, en particulier des pays voisins, puissent evoquer l'experience iraquienne et epargner des ravages a leur peuple. « Cela peut se faire en adoptant le principe de la negociation afin de resoudre les conflits, en ayant recours au dialogue de la raison, a la loi et au transfert pacifique du pouvoir », a-t-il insiste.

S'agissant plus particulierement de la situation en Syrie, il a tenu a mettre en garde la communaute internationale quant au danger que represente la fourniture d'armes aux parties en conflit. « Cette situation met en danger le ciment social du peuple syrien. Nous craignons pour son unite et sa souverainete. Nous craignons qu'il se divise et se detruise », a-t-il dit. M. Alkhuzae a reafirme que l'initiative iraquienne pour la Syrie etait toujours d'actualite et a rappelle que celle-ci se fondait sur deux elements. Il a d'abord cite la volonte de l'Iraq de preserver la Syrie et d'apporter son appui aux espoirs et aux aspirations de son peuple. Il a ensuite fait part des preoccupations de son pays quant aux repercussions violentes et destructrices d'un conflit interne.

En ce qui concerne le conflit israelo-palestinien, le Vice-Preзидент a reitere que la position de l'Iraq rejoignait celle des autres pays arabes, a savoir le soutien a la creation d'un Etat dans le Territoire palestinien occupe, avec Jerusalem comme capitale. Il a egalement reafirme l'appui de son pays a la creation d'une zone exempte d'armes nucleaires et d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. M. Alkhuzae a conclu son allocution en condamnant les recentes insultes emises dans un film video a l'encontre du Prophete Mahomet et de l'Islam et a estime que les Nations Unies pouvaient contribuer a prevenir et eviter ce genre d'attaques.

M. RIEK MACHAR TENY-DHURGON, Vice-Preзидент du Soudan du Sud, a souligne la multitude de defis que son pays a du relever lors de sa premiere annee d'existence, notamment les conflits qui se sont fait jour a l'interieur et a l'exterieur du Soudan du Sud, la gravite de la situation economique et les revelations de detournements de fonds publics resultant en partie du manque de capacites du pays. Il a ensuite detaille les efforts accomplis par son gouvernement pour ameliorer la transparence et combattre la corruption, notamment la publication des documents relatifs au budget national.

Il a indique que des questions en suspens relatives a la demarcation des frontieres, au statut d'Abyei et au partage des revenus du petrole menaiaient les relations entre son pays et le Soudan. Ces relations ont atteint un stade critique lorsque Khartoum a empêche des tankers de quitter Port-Soudan et s'est saisi de barils de petrole brut d'ores et deja vendus, a poursuivi le Vice-Preзидент, ajoutant que son pays n'avait pas eu d'autre choix que de stopper la production de petrole.

Le Vice-Preзидент est ensuite revenu sur l'incident de Heglig expliquant que les forces sud-soudanaises avaient agi en legitime defense face aux menees des forces soudanaises. Revenant sur le soutien qu'apporterait, selon la communaute internationale, son pays au Mouvement populaire de liberation du Soudan-Nord (SPLM-Nord), il a precise que si le SPLM-Nord et le Mouvement populaire de liberation du Soudan (SPLM) ont combattu cote a cote, le SPLM-Nord ne se battait pas pour l'indépendance du Soudan du Sud mais pour sa propre cause. « En tant qu'anciens allies, nous avons donc l'obligation politique et morale de soutenir le SPLM-Nord dans la prise en compte de ses

légitimes revendications, telles qu'elles sont reconnues dans le Protocole spécial à l'Accord de paix global relatif aux États du Kordofan du Sud et du Nil Bleu », a affirmé M. Teny-Dhurgon.

Il a proposé les bons offices de son pays afin d'appuyer le Soudan dans la recherche d'une résolution juste et pacifique du conflit. « Notre action en tant qu'honnête médiateur aidera notre voisin du nord, le Soudan, dans l'établissement de la paix et de la sécurité sur le long terme », a-t-il affirmé.

Le Vice-Président du Soudan du Sud a annoncé que les Présidents Kiir et Bashir avaient signé aujourd'hui des accords « qui devraient permettre aux deux pays de poursuivre leur développement national dans un climat de paix durable » et devraient, a-t-il espéré, ouvrir la voie au règlement des questions relatives à la sécurité, aux frontières et à l'utilisation des installations pétrolières. « Si chaque partie fait sa part dans la mise en œuvre de ces accords, alors les contentieux les plus importants entre nos deux pays auront été purgés », a-t-il affirmé, ajoutant que cela ouvrirait la voie à la reprise de la production de pétrole par son pays.

Après avoir détaillé chacun des accords signés aujourd'hui, M. Teny-Dhurgon a ensuite informé l'Assemblée générale que le Soudan et le Soudan du Sud n'avaient pas trouvé de terrain d'entente sur le statut d'Abyei. « Le Président Bashir a en effet rejeté la proposition du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine », a-t-il affirmé, ajoutant, en conclusion, qu'il incombe désormais au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et au Conseil de sécurité des Nations Unies de s'emparer de nouveau de cette question.

M. WINSTON BALDWIN SPENCER, Premier Ministre d'Antigua-et-Barbuda, a indiqué que le temps et les circonstances appellent un sens profond de l'urgence et une forte volonté de tous les pays à travailler avec et à travers les Nations Unies pour faire face aux défis qui se posent à la paix et à la sécurité à travers le monde, ainsi qu'aux menaces contre la démocratie internationale. Il leur revient de combattre la pauvreté et de redresser l'économie et l'environnement. Pour Antigua-et-Barbuda, la paix signifie le respect des droits de l'homme et des différences, la protection de la femme, des enfants et des personnes âgées. La paix est le partage juste et équitable de la richesse; c'est la démocratie avec des citoyens et des changements non violents, dit M. Spencer. La paix est aussi un monde sans armes nucléaires et avec des armes légères contrôlées. La paix signifie également tolérance, respect de la nature et compréhension que les changements climatiques sont réels. La durabilité de cette nature doit être la priorité. La paix veut aussi dire un commerce et une mondialisation équitables, et surtout l'élimination de la corruption au sein des gouvernements. Enfin, la paix est une représentation plus large et plus équitable des différentes sphères de pays au sein du Conseil de sécurité.

Le Premier Ministre a poursuivi son intervention en rappelant qu'en 2011 a été célébrée l'Année internationale pour les peuples d'ascendance africaine. Le temps est venu de revisiter le problème de la réparation pour le crime que représente l'esclavage afin de placer cette question au sommet de l'agenda international, a-t-il préconisé. Il a réitéré son appel aux pays ayant bénéficié de ce système pour qu'ils présentent des excuses formelles aux peuples qui en ont été les victimes. Il a ensuite énuméré les écueils auxquels font face les pays insulaires en citant le crime transnational organisé, les violences provoquées par les trafics d'armes: 1,6 million d'armes circulent illégalement dans la région CARICOM alors qu'aucun de ses pays membre n'en est producteur, a dénoncé M. Spencer. La réponse commune à ces menaces doit être guidée par le droit, la coexistence et l'interdépendance entre les États. Il s'est réjoui que les Caraïbes soient connues comme une zone de paix.

Concernant le développement, il s'est félicité du cadre de développement durable sorti du Sommet Rio+20, notamment en ce qui concerne les défis sociaux, économiques et environnementaux. En attendant, il a annoncé que son pays prend part à la protection de la Terre nourricière en renouvelant son pacte énergétique, en protégeant son écosystème, en replantant des mangroves et en protégeant les zones sensibles aux polluants. De concert avec l'Alliance des petits États insulaires, il a appelé l'Assemblée générale à faire de l'année 2014, une « année internationale des petits États insulaires en développement » pour sensibiliser et mobiliser le monde sur leur situation spécifique et pour leur développement.

S'agissant d'Haïti, le Premier Ministre d'Antigua-et-Barbuda a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle maintienne et augmente son aide en faveur de ce pays.

Concernant la crise économique et financière internationale, il a dit que la prospérité économique devrait être partagée équitablement entre les pays. Il a aussi plaidé en faveur de Cuba en demandant que les États-Unis lèvent l'embargo imposé à ce pays. En outre, il a demandé toujours aux États-Unis de discuter de l'exécution de la décision de l'Organisation mondiale du commerce sur le problème des jeux, qui oppose les deux pays.

M. NAJIB MIKATI, Président du Conseil des ministres du Liban, a exhorté la communauté internationale à faire plus d'efforts pour favoriser un consensus politique entre les parties syriennes, afin de mettre fin à une crise qui menace la paix et la stabilité du Moyen-Orient en général et du Liban en particulier. Il a aussi défendu le droit des réfugiés palestiniens de retourner sur leur terre, en ajoutant que la reconnaissance de la Palestine en tant qu'État Membre de plein droit de l'ONU et de ses organisations nous ferait avancer vers une solution politique juste pour les Palestiniens et mettrait fin à une injustice historique qui perdure depuis 1948.

S'agissant de la stabilité au Sud-Liban, il a comptabilisé 9 000 violations israéliennes des résolutions du Conseil de sécurité, depuis 2006. Il a demandé à la communauté internationale de faire pression sur Israël, afin que ce pays respecte les résolutions de l'ONU et le droit international et qu'il se retire immédiatement des territoires occupés du Nord-Ghajar, des fermes de Chebba et des collines de Kfarchouba. M. Mikati a rendu hommage aux rôles et sacrifices de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et salué la qualité de sa coopération avec l'armée libanaise. Il a appelé à la pleine mise en œuvre des résolutions 192/66 de l'Assemblée générale adoptée le 22 décembre 2011, relatives à des compensations à obtenir pour la pollution au pétrole des côtes libanaises suite aux bombardements israéliens de 2006.

En matière de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, il a rappelé qu'Israël était le seul pays de la région à en détenir. Il a dit la nécessité de trouver une solution diplomatique à la question du nucléaire iranien, tout en soulignant le droit des nations à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Il a fait siens les propos du général De Gaulle qui a cité le Liban comme le seul endroit au monde où l'Islam et la Chrétienté avaient su s'entendre au sein d'institutions politiques et qui devait, par conséquent, être considéré comme un précédent précieux en matière de relations entre les cultures et les traditions du Moyen-Orient. C'est pourquoi, il a estimé qu'il était du devoir de la communauté internationale de protéger le Liban des turbulences de la région et d'aider à propager l'expérience de ce pays, de sa démocratie, de sa tolérance et de son pluralisme pour en faire profiter ses voisins.

SHEIKH HASINA, Premier Ministre du Bangladesh, a rappelé comment, depuis sa prise de fonctions, elle a traduit en actes concrets la volonté de prévention et de règlement pacifique des différends, et cela, autant sur le plan national que sur le plan régional. À titre d'exemple, elle a cité l'Accord de paix de Chittagong qui a mis fin en 1997 à 20 ans de conflit interne, ainsi que le Traité de partage de l'eau du Gange, conclu avec l'Inde en 1996, ou encore l'accord sur le différend portant sur les frontières maritimes avec le Myanmar. Elle a également rappelé que le Bangladesh était l'un des plus grands contributeurs de troupes aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

« Au cours de mes 40 années en politique j'ai appris que la paix ne peut être réalisée que lorsque la justice prévaut à la fois au sein des États et dans les relations entre États », a déclaré Sheikh Hasina. Or, la paix est une condition préalable au développement, a-t-elle poursuivi, et la justice n'est possible qu'à travers la démocratie qui donne le pouvoir au peuple. Pour toutes ces raisons, le Bangladesh travaille au renforcement de sa démocratie par l'élimination de la pauvreté et de la faim, grâce à la mise en place de filets de sécurité sociaux, à l'inclusion, à une croissance continue, à la promotion du développement humain et à la lutte contre le terrorisme, a expliqué le Premier Ministre. Ces principes m'ont encouragée à présenter le modèle « Émancipation du peuple et démocratie » lors de la soixante-sixième session de l'Assemblée générale, modèle qui contient six multiplicateurs de la paix qui se renforcent mutuellement, a indiqué Sheikh Hasina. Ce modèle a obtenu l'appui de 64 pays à Dhaka en août dernier en vue de sa considération au cours de la présente session de l'Assemblée générale, a-t-elle précisé.

Après avoir passé en revue les grandes lignes de l'application de ce modèle au Bangladesh, y compris en ce qui concerne ses composantes relatives à la liberté des médias, aux différentes commissions parlementaires existantes, aux programmes de questions-réponses hebdomadaires entre la

société et le Premier Ministre, ainsi qu'à la modernisation du système éducatif, Sheikh Hasina a mis l'accent sur le rôle des femmes dans le développement et a évoqué les différentes mesures prises en ce sens. À titre d'exemple, plus de 12 000 femmes ont été élues au niveau local, et plus de 69 femmes siègent actuellement au Parlement bangladais, a-t-elle indiqué. Elle a également fait état d'une baisse de 10% de la pauvreté et d'une augmentation du revenu par personne de 34,6%, ainsi que d'une réduction du taux d'inflation qui était à deux chiffres et qui se situe aujourd'hui à 4,97%. Les progrès réalisés par le Bangladesh lui ont valu une reconnaissance mondiale en termes de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), a-t-elle poursuivi. Qui plus est, a-t-elle ajouté, le Secrétaire général nous a demandé de faire partie du Groupe de direction de l'initiative « Renforcer la nutrition » et d'être l'un des promoteurs de l'initiative « l'éducation d'abord ».

Sheikh Hasina a également abordé la question des changements climatiques sous l'angle de son lien avec la sécurité alimentaire. Elle a demandé un soutien international plus marqué pour la sécurité socioéconomique des pays frappés par les conséquences des changements climatiques notamment par le biais d'une réduction des barrières douanières et des quotas d'exportation, du respect des engagements pris en termes d'aide publique au développement (APD), et de l'égalité de tous les pays dans les institutions de Bretton Woods.

À la lumière des incidents récents, survenus après la diffusion d'une vidéo blasphématoire sur Internet, le Premier Ministre a expliqué que compte tenu de l'expérience tragique que le Bangladesh a connue du fait d'actes de terrorisme, son gouvernement avait adopté une politique de « tolérance zéro » face à ce phénomène et face à toute forme d'extrémisme.

Mme YINGLUCK SHINAWATRA, Premier Ministre de la Thaïlande, a souligné la nécessité d'une bonne gouvernance mondiale et l'importance de régler les différends par le biais de moyens pacifiques. Le développement économique et les progrès politiques doivent aller de pair, a-t-elle dit. Ainsi, a-t-elle estimé, il est nécessaire d'élaborer une stratégie nationale de développement en plaçant les personnes au centre de cette stratégie.

Le Premier Ministre a aussi plaidé en faveur d'un développement régional inclusif. Les 10 membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) veulent créer la « Communauté de l'ANASE » d'ici à 2015, a-t-elle indiqué, espérant que cela permettrait d'étendre le développement à travers tout le continent asiatique. Le réseau d'accords de libre échange devrait renforcer la résilience de l'Asie de l'Est, a-t-elle estimé.

Au moment où la communauté internationale envisage le programme de développement de l'après-2015, un processus inclusif au niveau mondial est crucial, a estimé le Premier Ministre thaïlandais. Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont constitué de bons outils et ont permis des améliorations des conditions de vie de millions de personnes, a-t-elle noté. Pour préparer l'après-2015, Mme Yingluck Shinawatra a conseillé de tirer les leçons des succès et des échecs des OMD. Elle a insisté pour que le processus d'élaboration des objectifs de développement durable soit aussi inclusif que possible, afin que chaque membre de la communauté internationale puisse se l'approprier. La Thaïlande jouera un rôle actif dans ce processus, a-t-elle assuré.

Le Premier Ministre a ensuite exprimé son intention de travailler en lien étroit « avec ses amis de chaque région » pour renforcer leurs capacités à atteindre les objectifs de développement. Elle a cité le cas du Myanmar, dont la Thaïlande soutient le processus de transition démocratique.

À une époque de mondialisation, le concept de la sécurité doit être centré sur les personnes, a poursuivi Mme Yingluck Shinawatra, demandant à la communauté internationale de redoubler d'efforts pour lutter contre la criminalité transnationale. Une des pires formes d'atteinte à la dignité humaine est le trafic d'êtres humains, a-t-elle estimé, avant d'expliquer que la lutte entreprise dans ce domaine est une priorité nationale de son pays. Il faut s'assurer que l'état de droit prévaut et que les droits fondamentaux de l'homme soient garantis, notamment pour les groupes vulnérables comme les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées.

Le Premier Ministre a invité toutes les parties prenantes à travailler ensemble pour promouvoir l'état de droit et favoriser ainsi la paix et la sécurité internationales, les droits de l'homme et le développement durable. Elle a ensuite indiqué que son pays a établi cette année des relations

diplomatiques avec « l'État de Palestine », dans l'espoir qu'Israël et la Palestine puissent arriver à une paix durable basée sur une solution à deux États. Elle a également appelé à la fin de toute violence en Syrie.

M. GORDON DARCY LILO, Premier Ministre des Îles Salomon, a rappelé que son pays est sorti d'un conflit interne il y a une dizaine d'années et a pu, grâce à une initiative régionale, restaurer un environnement propice au développement. La Commission Vérité et réconciliation créée en 2009 a rendu son rapport cette année. Parallèlement, le pays a progressé sur les plans économique et social, avec une croissance stable au cours des cinq dernières années. Dans le domaine de la santé, le Premier Ministre a annoncé que le paludisme avait été éradiqué dans 2 des 9 provinces et que les taux de mortalité infantile et maternelle avaient baissé.

Les Îles Salomon ont regagné leur titre de « Happy Isles », a observé M. Darcy Lilo. Le pays s'attache à renforcer sa gouvernance démocratique, mais cela coûte cher et il a besoin du partenariat international. Le Gouvernement travaille avec différents organes de l'ONU pour consolider les acquis et renforcer ses liens avec les Nations Unies.

Abordant la question de Fidji, M. Darcy Lilo a reconnu la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de ce pays, voulant poursuivre le dialogue avec lui. Il a félicité Fidji d'avoir programmé des élections générales en 2014. Les Îles Salomon ont aussi renforcé leur rôle de médiateur au niveau sous-régional par le biais du Groupe mélanésien du Fer de lance (MSG) qui a créé une unité de maintien de la paix.

En tant que membre des pays les moins avancés (PMA), les Îles Salomon travaillent à mettre en œuvre le Programme d'action d'Istanbul. Un deuxième aéroport international est en cours de construction, grâce à l'aide de la Nouvelle-Zélande, et deux universités sont en projet. M. Darcy Lilo a aussi mentionné les efforts menés pour protéger les stocks de poissons et les gérer, ainsi que pour développer l'industrie minière.

Pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, le pays met en œuvre sa Stratégie nationale de développement et fait partie des 50 pays que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) doit consulter pour élaborer le programme de développement post-2015.

Le Premier Ministre s'est attardé sur la question des changements climatiques. Il a voulu que tout soit fait pour limiter la hausse de la température à 1,5°C et pas 3 ou 5°C de plus. La survie des petits États insulaires en développement en dépend. En juin dernier, Les Îles Salomon ont lancé une politique nationale sur les changements climatiques qui touche tous les secteurs. Pays riche sur le plan biologique et culturel, il est aussi membre de l'Initiative du Triangle de Corail.

M. ASYLBEK JEENBEKOV, Président du Parlement de la République kirghize, a prévenu que la crise économique qui a éclaté en 2008 n'a pas encore été surmontée, ce qui est dommageable puisque le monde est devenu moins sûr avec ses nombreux problèmes et inquiétudes qui multiplient les risques de guerre et de tensions entre les pays et dans les pays. Les États ne peuvent plus faire face seuls à ces menaces. La diffusion d'un film antimusulman peu avant le début de l'Assemblée générale ainsi que les attaques contre l'ambassade américaine en Libye et la mort de l'Ambassadeur Chris Stevens ne sont pas de nature à établir la confiance entre les nations, a regretté le Président du Parlement.

En Afghanistan, pays voisin du Kirghizistan, le retrait des forces internationales en 2014 pourrait profiter aux ennemis de la paix, a averti M. Jeenbekov, qui a souligné que son pays apporte une aide à son voisin pour préparer cette échéance. Il n'a pas manqué de souligner le fait que l'Afghanistan reste le premier producteur mondial d'opium et la nécessité de lutter pour réduire les conséquences néfastes de cette production sur les populations civiles. Les pays de l'Asie centrale entendent aider l'Afghanistan pour relever ce défi, a affirmé M. Jeenbekov.

Il a demandé à la communauté internationale de s'adapter à ces multiples défis. Le Conseil de sécurité doit être plus transparent, plus efficace et plus démocratique. Le Conseil économique et social

doit, quant à lui, s'occuper davantage des questions essentielles qui préoccupent les populations du monde. Le Président du Parlement a rappelé la candidature de son pays à un siège de l'ECOSOC en 2013.

Il a dit l'attachement du Kirghizistan à l'économie verte et a demandé l'aide internationale pour alléger et restructurer la lourde dette du pays en arguant des matières premières qu'il recèle, dont une réserve énergétique de l'ordre de 142,5 milliards de kilowatts. Le pays a également des ressources hydrauliques qui peuvent aider les pays voisins.

Le Président du Parlement a aussi souligné que depuis 2010, son pays a entamé une réforme démocratique et économique et qu'il s'est engagé à lutter contre la corruption. Aux autorités du Bélarus, il a demandé l'extradition de l'ancien Président Kourmanbek Bakiev et de ses amis pour qu'ils répondent de leurs actes.

M. ABDIWELI MOHAMED ALI, Premier Ministre de la Somalie, s'est félicité des évolutions décisives ces derniers mois en Somalie, après des décennies de division. Illustrant son propos, il a cité l'adoption le 1^{er} août 2012 de la nouvelle Constitution somalienne, la mise en place le 20 août d'un nouveau Parlement et l'élection le 10 septembre du Président de la République fédérale de Somalie, M. Hassan Sheikh Mohamud. Il a précisé que le nouveau Président nommera son Premier Ministre et son gouvernement dans les semaines à venir. Il s'est réjoui que des membres de la diaspora somalienne commencent à rentrer au pays, avec des moyens et des compétences qui aideront à construire la Somalie de demain.

Il a dit que le défi le plus urgent était de restaurer la paix et la sécurité dans l'ensemble du pays, en ajoutant que la paix ne pourra pas être garantie par les seuls moyens militaires. « Nous devons mettre en œuvre des politiques d'inclusion et un gouvernement représentatif, crédible et capable », a insisté le Premier Ministre. Il a manifesté la volonté de la Somalie de combattre les extrémistes d'Al-Chabaab jusqu'à ce que la Somalie redevienne une nation pacifique et tolérante.

Il a prévenu que la durabilité et la stabilité des efforts de la Somalie dépendront de sa capacité de développer son économie, en ajoutant qu'il n'y aura pas de paix sans emploi ni nourriture. Avec des ressources abondantes et neuf millions d'acres de terres fertiles, la Somalie doit pouvoir remettre son peuple sur la voie du développement économique, a-t-il insisté. Alors que des extrémistes du monde entier ont utilisé la Somalie comme sanctuaire et base à partir de laquelle ils veulent planifier des attaques contre d'autres pays, le Premier Ministre somalien s'est dit conscient de la responsabilité de son pays vis-à-vis de ce problème tout comme celui des pirates somaliens qui sévissent loin des côtes somaliennes. Il a souligné la détermination de son pays à collaborer avec tous les partenaires internationaux sur tous ces fronts, en attendant que la Somalie se dote des capacités nationales nécessaires pour faire face elle-même à ces défis.

M. RASHID MEREDOV, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Turkménistan, a fait observer que la sécurité énergétique était la condition de base pour assurer un développement stable et sans conflit. Il a rappelé que son pays recèle la quatrième réserve d'hydrocarbures au monde et qu'il a réclamé maintes fois la création d'un système stable et fiable pour gérer les sources énergétiques mondiales et les marchés internationaux.

Il a estimé que le temps était venu pour l'ONU de prendre une décision consensuelle qui servirait de base à la création d'une politique universelle et de mécanismes juridiques capables de gérer la coopération internationale en matière d'énergie, ainsi qu'un système d'approvisionnement qui prendrait en compte les intérêts des producteurs d'hydrocarbures et ceux des pays de transit et de destination. La rédaction d'un projet de résolution au cours de cette session sur la création d'un groupe d'experts en la matière serait particulièrement appropriée, a-t-il estimé.

M. Meredov a parlé des problèmes écologiques de l'Asie centrale et du bassin de la mer Caspienne et a jugé insuffisants les efforts déployés jusqu'à présent pour y faire face. Afin de remédier à cette situation, il a proposé la création, en coopération avec l'ONU, d'un centre régional des technologies liées aux changements climatiques afin d'aider les pays de la région à renforcer leur coopération dans les domaines de la sûreté environnementale.

Insistant par ailleurs sur l'importance du désarmement, M. Meredov a proposé la tenue, l'an prochain, d'une réunion consultative de haut niveau sur l'élargissement du cadre juridique international de non-prolifération. Il a également estimé approprié d'envisager la création d'un centre sous-régional de l'ONU pour le désarmement en Asie. Le Ministre a fait savoir que le Turkménistan s'était porté candidat à un siège au Conseil économique et social (ECOSOC) pour la période 2013-2015. Il a aussi proposé de transformer la Plateforme d'action pour les affaires humanitaires pour en faire la base politique et juridique de la consolidation des efforts humanitaires de la communauté internationale.

M. DIMITRIS L. AVRAMOPOULOS, Ministre des affaires étrangères de la Grèce, a tout d'abord fait savoir que son pays s'était porté candidat à un siège au Conseil des droits de l'homme pour la période 2013-2015. Il a affirmé que son pays avait entrepris d'importantes réformes législatives et institutionnelles s'agissant du droit d'asile et de l'immigration.

M. Avramopoulos a raillé le discours du « représentant » de l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'accusant d'avoir déformé la réalité devant l'ensemble de la communauté internationale et d'avoir eu recours à une rhétorique du XIX^e siècle. Le populisme et le nationalisme sont les pires ennemis de la stabilité de notre région, a affirmé le Ministre grec pour qui la solution au différend repose « dans un nom avec un qualificatif géographique ». En effet, s'est-il expliqué, la Macédoine est une région géographique qui chevauche les territoires de trois pays, la principale partie se trouvant en Grèce, puis en Bulgarie et en ex-République yougoslave de Macédoine.

Le Ministre a également fait savoir que la Grèce œuvrait en faveur d'une plus grande coopération avec la Turquie, en appuyant notamment la candidature de ce pays à l'Union européenne. La Turquie, a-t-il ajouté, doit démontrer de manière tangible qu'elle a abandonné certaines de ses attitudes, notamment la menace persistante de « casus belli » contre la Grèce ou encore sa position vis-à-vis de Chypre. M. Avramopoulos a aussi indiqué que la Grèce appuyait les négociations de la République de Chypre avec la communauté chypriote turque dans le but de réunifier l'île. La Grèce appuie aussi la décision de la République de faire valoir son droit souverain sur les gisements de gaz naturel situés dans sa zone économique exclusive.

S'agissant de la crise économique grecque, le Ministre des affaires étrangères a expliqué que la nouvelle coalition tripartite au pouvoir était en train de mettre en œuvre un vaste programme de réajustement afin d'améliorer les perspectives macroéconomiques du pays tout en lançant des réformes structurelles pour stimuler la croissance et la création d'emplois. Aujourd'hui, a-t-il affirmé, le déficit a été réduit de manière significative et l'économie a regagné plus de 50% de sa compétitivité.

M. Avramopoulos a reconnu que la Grèce traversait une transition douloureuse vers la relance économique et la croissance. Il a néanmoins estimé que son pays réussirait à surmonter ces défis car la Grèce est plus grande que sa taille géographique et plus précieuse que sa réalité fiscale. « Ne l'oublions pas, la Grèce est une valeur présente dans les cœurs et les esprits des gens, quelle que soit leur nationalité, leur race ou leur religion. Cela nous donne le pouvoir moral de gagner ce combat », a déclaré le Ministre.

M. YANG JIECHI, Ministre des affaires étrangères de la Chine, a vanté l'égalité et la démocratie dans les relations internationales. « Nous nous abstenons de nous ingérer dans les affaires intérieures d'autrui et d'imposer notre volonté aux autres, et nous ne tolérons aucune ingérence extérieure dans les affaires intérieures de notre pays », a-t-il précisé. La Chine est d'avis qu'il faut faire avancer la construction d'un système de gouvernance économique mondiale avec la réforme du système financier international comme élément clef. Il faut mettre en œuvre rapidement la réforme des quotes-parts et de la gouvernance des institutions financières internationales, dont le Fonds monétaire international (FMI), en renforçant la représentation et le droit à la parole des économies émergentes et des pays en développement.

« Nous devons respecter la diversité du monde et le droit de chaque État de choisir librement sa voie de développement », a poursuivi M. Jiechi. « Nous devons nous en tenir au dialogue et aux négociations pour régler les différends et nous opposer à l'usage arbitraire de la force et à la menace de la force », a-t-il ajouté.

Préoccupée par les tensions persistantes et l'aggravation de la situation humanitaire en Syrie, la Chine, a-t-il dit, appelle les différentes parties syriennes à cesser immédiatement les conflits et les actes de violence, à mettre en œuvre les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, le plan en six points et le Communiqué du Groupe d'action sur la Syrie, et à ouvrir le plus vite possible un dialogue politique inclusif en vue d'une transition politique conduite par le peuple syrien lui-même. Selon le Ministre des affaires étrangères, les parties concernées de la communauté internationale doivent jouer un rôle positif et constructif, soutenir, par des actions concrètes, le Représentant spécial conjoint de l'ONU et de la Ligue arabe, M. Lakhdar Brahimi, dans ses efforts pour une médiation impartiale.

« En tant qu'acteur, bâtisseur et contributeur important du système international, la Chine œuvre à partager avec tous les pays du monde les opportunités de développement », a assuré M. Jiechi. La Chine a déployé 21 000 personnes dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU et participé activement à la coopération internationale contre le terrorisme, la piraterie et la prolifération des armes. Poursuivant notamment une politique d'amitié et de coopération à l'égard des pays voisins, elle a élargi ses échanges avec eux et contribué à plus de 50% à la croissance asiatique.

En 2011, la Chine a enregistré une croissance de 9,3% de son PIB, fait avancer la restructuration et amélioré le bien-être de son peuple. Pour la période du « XII^e Plan quinquennal », son marché intérieur sera un des premiers du monde, le volume de ses importations dépassera les 10 000 milliards de dollars et celui de ses investissements étrangers directs les 500 milliards de dollars, a annoncé le Ministre. M. Jiechi a conclu en soulignant que « Diaoyu et ses îlots affiliés font partie intégrante du territoire chinois depuis l'Antiquité ». La Chine en possède des preuves historiques et juridiques incontestables, a affirmé le Ministre.

M. ESPEN BARTH EIDE, Ministre des affaires étrangères de la Norvège, a affirmé que le Gouvernement syrien était le principal responsable des atrocités de masse qui sont commises. Le régime de Bashar Al-Assad a perdu toute légitimité et doit renoncer au pouvoir, a-t-il estimé. M. Eide a également souligné que toute partie qui commet des violations du droit international humanitaire devra répondre de ses crimes. Il a exhorté le Conseil de sécurité à agir et à délaissier les notions « démodées » de sphères d'influence afin de trouver une position commune.

Après avoir salué le courage des autorités du Myanmar et s'être félicité de la signature, aujourd'hui, de l'accord entre le Soudan et le Soudan du Sud, M. Eide a indiqué que le Comité spécial de liaison pour la coordination de l'assistance internationale aux Palestiniens, qu'il préside, s'était récemment réuni. Il a fait part des profondes préoccupations que lui inspirent les relations entre Israël et la Palestine. La population palestinienne est en proie à une fatigue notable et peut être poussée à une solution alternative qui pourrait gravement entraver les perspectives des deux parties, a alerté le Ministre, qui a ajouté que les pays qui financent l'Autorité palestinienne étaient en proie à une fatigue similaire.

La solution à deux États est la seule voie vers une paix durable, mais les perspectives de création d'un État palestinien sur cette base s'amoindrissent au fur et à mesure que se poursuit la construction des colonies de peuplement israéliennes, a tranché le Ministre. Afin de remettre le processus de paix sur la bonne voie, les négociations doivent reprendre maintenant.

M. Eide a salué les efforts inlassables du Secrétaire général pour réformer le fonctionnement interne de l'Organisation. Il a dénoncé la « microgestion intergouvernementale » de ce qui devrait être la prérogative du « Chef de l'Exécutif ».

CHEIKH KHALID BIN AHMED BIN MOHAMMED AL KHALIFA, Ministre des affaires étrangères de Bahreïn, a relaté les étapes franchies dans la modernisation de son pays, en citant particulièrement les élections municipales et parlementaires et le dialogue avec toutes les composantes de la société. Il a ajouté que le Bahreïn a connu depuis l'année dernière de sérieux défis en matière de sécurité et de stabilité auxquels il a fait face dans la transparence, l'honnêteté et l'engagement. Une Commission d'enquête indépendante a été créée pour rétablir la vérité et dédommager les victimes. En conséquence, un dialogue élargi a réuni tous les segments de la société et a eu pour effet une série de réformes constitutionnelles et législatives embrassant tous les aspects de la vie politique, sociale et légale.

Le Roi de Bahreïn a proposé la création d'une cour arabe des droits de l'homme, une initiative historique que le Conseil de la Ligue des États arabes a relayée. La semaine dernière, le Bahreïn a accepté 90% des recommandations du Conseil des droits de l'homme.

Face aux menaces dans la région, le Ministre a appuyé l'initiative du Roi d'Arabie saoudite de changer le Conseil de coopération du Golfe en « Union ». S'agissant de la Syrie, il a appelé la communauté internationale à présenter une position unique pour mettre un terme à la crise humanitaire, trouver une solution pacifique à la crise, et préserver l'unité et la cohésion du peuple syrien. Il a appelé l'ONU à arrêter d'invoquer des problèmes de procédure pour excuser son incapacité à empêcher des crimes contre l'humanité. S'agissant de la question palestinienne, le Ministre a demandé l'arrêt des colonies de peuplement. Il a aussi réaffirmé la position de son pays en faveur d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, ce qui sera possible quand Israël mettra en œuvre les décisions internationales et adhèrera au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Le Ministre a aussi exigé de l'Iran qu'il remplisse ses engagements envers l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Il a réitéré la nécessité de résoudre le problème de l'occupation par l'Iran des trois îles des Émirats arabes unis devant la Cour internationale de Justice. Il a enfin dit son attachement à l'intégrité territoriale du Maroc et au règlement de la question du « Sahara marocain », conformément aux résolutions du Conseil de sécurité.

M. ÉDOUARD NIANKOYE LAMA, Ministre des affaires étrangères et des Guinéens de l'étranger, a estimé que la médiation internationale comme moyen de prévention ou d'arrêt de la violence à travers le dialogue, la négociation et la conclusion d'accords devait être privilégiée. Dans ce cadre, la Guinée encourage le déploiement rapide de médiateurs, accompagnés d'experts, tout en soutenant l'initiative du Secrétaire général confortant le rôle des femmes dans le processus de médiation. Dans les pays en développement, notamment en Afrique, les mécanismes de médiation et de règlement doivent être consolidés par le renforcement des capacités et l'allocation de ressources financières suffisantes pour une approche holistique et efficace.

Le Ministre a affirmé que la Guinée faisait sienne la demande faite au Conseil de sécurité pour un déploiement urgent d'une force internationale en vue de restaurer l'intégrité territoriale du Mali. En Guinée-Bissau, a-t-il ajouté, la consolidation de la paix et de la stabilité passe nécessairement par la restauration de toutes les institutions démocratiques. Concernant la région des Grands Lacs, il a dit appuyer les efforts internationaux visant à la restauration de la paix et de la sécurité dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC).

Par ailleurs, le Ministre a souligné que, depuis l'élection en 2010 du Président Alpha Condé, le Gouvernement avait entrepris un vaste programme de démocratisation et de réformes politiques, institutionnelles, économiques et sociales. Il a également renouvelé l'engagement de son gouvernement à continuer de promouvoir les droits de l'homme et de garantir les libertés publiques.

M. RAFAEL RONCAGLIOLO ORBEGOSO, Ministre des affaires étrangères du Pérou, a condamné, une fois de plus, l'embargo imposé à Cuba et regretté que le différend entre l'Argentine et le Royaume-Uni à propos des « Îles Malouines » ne soit toujours pas réglé. Il a souhaité une réforme urgente du Conseil de sécurité pour refléter les réalités du XIX^e siècle. Rappelant l'adhésion de son pays à plusieurs Conventions de l'ONU, le Ministre a rappelé que le Pérou a organisé, en juin dernier, une conférence internationale des Ministres des affaires étrangères et des chefs des agences nationales spécialisées contre le problème mondial des drogues afin de relancer un dialogue politique gelé depuis 20 ans.

Le Pérou préside en ce moment l'Union sud-américaine des nations et veut consolider l'Amérique du Sud comme une zone de paix et de citoyenneté démocratique. C'est déjà une zone exempte d'armes nucléaires et, a espéré le Ministre, ce sera bientôt aussi une zone exempte de mines antipersonnel. Dans quelques jours, le Pérou accueillera le troisième Sommet des pays arabes et d'Amérique du Sud. Sur le plan économique, le pays a connu en 2011 une croissance de 6,92% et s'est fixé comme priorité l'intégration sociale. Dans la foulée de Rio+20, le Pérou estime que l'Agenda pour le développement post-2015 doit faire converger les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et les objectifs de développement durable.

Droits de réponse

Le représentant de l'Iran a tenu à répondre au Premier Ministre israélien. Il a insisté sur le fait que le programme nucléaire est strictement pacifique, respecte pleinement les obligations internationales et est conforme au droit des pays à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. L'Iran, a-t-il ajouté, est partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et reste attaché à ses obligations juridiques. L'Iran, a encore dit le représentant, n'a cessé de proposer la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. L'Iran, a-t-il insisté, n'a jamais été impliqué dans aucune activité nucléaire suspecte. Bien au contraire, ce sont ses ingénieurs nucléaires qui ont été victimes d'attaques terroristes. Israël ne peut pas en dire autant, a-t-il accusé, en citant, entre autres, les conclusions de la dernière Conférence d'examen sur le TNP. La seule menace à la paix et à la sécurité au Moyen-Orient est l'arsenal nucléaire d'Israël, a dit le représentant en exhortant les autorités israéliennes à répondre aux appels de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et en soulignant que son pays se réserve le droit de répondre à toute attaque. Il a ironisé sur le « diagramme imaginaire » exhibé par le Premier Ministre israélien. À l'heure d'Internet, les gens ne peuvent plus être trompés par des moyens « aussi absurdes ».

Répondant quant à lui au Ministre chinois des affaires étrangères, le représentant du Japon a appelé à la raison, au renoncement à la force et au respect de l'état de droit qui est une base de la paix mondiale. Les îles dont la Chine a parlées ont été cédées au Japon en vertu de traités. L'assertion selon laquelle le Japon a pris ces îles à la Chine ne peut tenir la route et les études menées en 1995 ont confirmé que ces îles étaient inhabitées et ne montraient aucune de trace de la présence chinoise, a conclu le représentant en retraçant l'histoire des différents traités.

Son homologue de la Chine a dénoncé une déformation de l'histoire servie par des arguments fallacieux qui défont le bon sens. La Chine, a-t-il dit, est très claire. Elle a une position bien définie et cohérente: les îles Diaoyou font partie intégrante du territoire chinois depuis l'antiquité et elle peut le prouver par des textes et la jurisprudence. Le Japon a une longue histoire d'appropriation de territoires, comme c'était le cas pour Taiwan. Les traités signés entre les États-Unis, la Chine et le Japon ont stipulé que tous les territoires volés à la Chine devaient lui être restitués. Le représentant a donc regretté que le Gouvernement japonais tienne tellement à « son esprit colonial ». L'achat récent de ces îles par le Japon n'était qu'un blanchiment d'argent et c'est à travers ce moyen illégal que le Japon essaie d'asseoir son autorité sur ces îles et de duper la communauté internationale. Dénonçant « cette atteinte grave » au droit international et à la Charte des Nations Unies, il a aussi dénoncé un déni de la victoire sur le fascisme après la Deuxième Guerre mondiale. Tout acte illégal reste illégal et ne produit jamais le droit, a-t-il dit, en voulant rappeler un principe simple du droit international et en soulignant que la Chine ne renoncera jamais à ses droits.

Il ne fait aucun doute que ces îles font partie du Japon comme l'attestent les faits historiques et le droit international, a rétorqué le représentant du Japon. Il a nié tout conflit de souveraineté, se refusant de répondre davantage aux arguments de la Chine.

Son homologue de la Chine s'est étonné que le Japon n'ait aucun remords face à son histoire coloniale. Il a regretté cette « logique du voleur » après une guerre d'agression. Nous sommes au XXI^e siècle mais le Japon continue de s'accrocher à une mentalité obsolète contre laquelle plus d'un milliard de Chinois se sont levés, a rappelé le représentant. La Chine continuera de prendre des mesures déterminées pour sauvegarder son intégrité territoriale, a-t-il promis, en appelant le Japon à respecter l'histoire, à faire face à la réalité et à arrêter de se bercer d'illusions. Le Japon devrait renoncer à tout acte qui viole ou sape l'intégrité de la Chine, a tranché le représentant.

* *** *